



Chambre des communes  
CANADA

## Comité permanent des pêches et des océans

---

FOPO • NUMÉRO 032 • 3<sup>e</sup> SESSION • 40<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le lundi 15 novembre 2010**

**Président**

**M. Rodney Weston**



## Comité permanent des pêches et des océans

Le lundi 15 novembre 2010

• (1705)

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, BQ)):** Bonjour. Évidemment, vous allez devoir utiliser vos petits appareils, parce que je m'adresserai à vous en français.

Je vous remercie de votre accueil et surtout de votre patience, parce que nous arrivons en retard, en raison de tous les inconvénients que nous avons eus au fil des dernières heures. Toutefois, l'important est d'être ici et que vous y soyez également.

Pour commencer l'audience, je vais accorder aux gens qui représentent chacun des groupes — il y a huit personnes mais sept groupes différents — un maximum de quatre minutes. Je sais qu'on vous avait parlé de cinq minutes. Cependant, je dis quatre minutes parce que je sais très bien qu'on dépasse parfois cela. Je vous demande donc de vous en tenir aux quatre minutes, mais ne soyez pas déçus, parce que cela donne plus de temps aux députés pour vous poser des questions. Soyez sûrs et certains que, si je vous demande d'être assez disciplinés par rapport à cette période de temps, je vais demander la même chose à mes collègues. Je suis assuré à l'avance de leur collaboration afin de vous permettre éventuellement de répondre à des questions ou d'aller beaucoup plus loin. Si, par hasard, vers la fin de la rencontre, vous avez des éléments importants à souligner, vous n'aurez qu'à me le dire et on pourra peut-être s'arranger.

D'autre part, j'aimerais vous indiquer que vous aurez l'occasion également, si vous le voulez, de nous envoyer d'autres commentaires par écrit à la suite de l'audience d'aujourd'hui. S'il y a des éléments, des dossiers que vous voulez nous transmettre pour nous permettre d'avoir plus d'information lorsqu'on étudiera le sujet en question, ne vous gênez pas. Les membres du comité sont tout à fait ouverts si, après l'audience d'aujourd'hui, vous voulez nous envoyer vos commentaires ou encore nous faire part de particularités auxquelles vous n'auriez pas eu le temps de toucher ou qu'on n'aurait pas eu le temps d'aborder. Alors, sentez-vous bien à l'aise de communiquer avec nous.

Maintenant, je vais y aller de façon arbitraire tout simplement avec le premier nom que j'ai sur ma liste, celui de Mme Sonja Saksida.

Bonjour. Allez-y.

[Traduction]

**Mme Sonja Saksida (directrice exécutive, BC Centre for Aquatic Health Sciences):** Bonjour. Je vous remercie de me donner l'occasion de m'exprimer devant votre comité pour vous renseigner sur mon organisation, le BC Centre for Aquatic Health Sciences, BC CAHS, et pour vous donner un aperçu des connaissances essentielles, d'après mes recherches et mon expérience, pour vous permettre de bien comprendre la réalité de l'aquaculture.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Je vais vous donner un petit conseil, soit dit en passant. Lorsqu'on fait une présentation, lorsqu'on lit ce qu'on a écrit, on a généralement tendance à le faire rapidement. Je vous demanderais de ne pas y aller trop rapidement, si vous avez à lire un document, parce que la personne que j'entends dans mes écouteurs finit par avoir un peu de problèmes, et moi aussi d'ailleurs. Je vous inviterais donc à prendre le temps de lire votre présentation à l'intérieur des quatre minutes. Merci.

[Traduction]

**Mme Sonja Saksida:** D'accord, je vais ralentir.

Notre centre est un petit organisme sans but lucratif situé ici, à Campbell River, et qui a le mandat de mener des recherches ainsi que de fournir divers services pour protéger la santé des animaux aquatiques dans l'environnement. Il a été créé en 2005. Il est unique, en ce sens qu'il est le seul centre indépendant et à but non lucratif à protéger la santé des poissons et des animaux aquatiques au Canada. Nous avons la chance de pouvoir compter sur une équipe de chercheurs et de techniciens hautement qualifiés, ainsi que sur un laboratoire de pointe. Notre force est impartialité, qui nous permet de rassembler les diverses parties pour parfaire nos connaissances scientifiques et trouver des solutions à l'avantage de tous.

Nous avons un conseil d'administration dont les membres représentent divers milieux, dont les universités et les collèges, les organisations environnementales et de conservation, la salmoniculture et la conchyliculture de même que l'industrie des produits sanitaires destinés aux poissons. Nous croyons que l'aquaculture présente des possibilités intéressantes pour la côte de la Colombie-Britannique et qu'il faut reconnaître et atténuer ses répercussions pour assurer la salubrité des environnements aquatiques.

Nous travaillons en partenariat avec le gouvernement, l'industrie aquacole, les Premières nations et les organisations environnementales et de conservation. Nous croyons être le lien essentiel qu'il manquait entre la recherche scientifique, les organismes gouvernementaux, l'industrie et les besoins des collectivités côtières.

Je détiens un baccalauréat en biologie marine, un doctorat en médecine vétérinaire et une maîtrise en épidémiologie. L'épidémiologie est l'étude de la maladie dans les populations. Je travaille en association avec l'industrie aquacole de la Colombie-Britannique depuis 1995, année où j'ai commencé à travailler comme vétérinaire au sein d'une entreprise en alimentation. Depuis 2000, je poursuis ma pratique vétérinaire privée en aquaculture. Je suis également chercheuse au CAHS depuis sa création, en 2005, et j'en suis devenue la directrice exécutive en octobre 2009.

Depuis le début de ma carrière, j'ai travaillé avec différentes espèces piscicoles, dont le saumon du Pacifique, le saumon de l'Atlantique, la truite arc-en-ciel, le tilapia, l'esturgeon, la morue charbonnière et le cobia, dans divers modes de production, dont les cages en filet, les milieux fermés en installations terrestres ou aquatiques et les systèmes novateurs comme l'aquaculture multi-trophique intégrée. Mon but est de faire en sorte que tout le développement aquacole actuel et futur favorise la santé et le bien-être des poissons, parce que j'estime que la salubrité de l'environnement et la santé des poissons sont intimement liées et interdépendantes.

Mes recherches, ma connaissance de l'aquaculture en Colombie-Britannique et dans le monde, mes liens avec les chercheurs et mon accès aux résultats des projets et des services du BC CAHS me confèrent une position unique pour débattre de la santé des poissons et des infections de poux chez les saumons d'élevage, de même que de leurs incidences sur les populations sauvages.

Ainsi, mes recherches et mes observations me permettent d'affirmer avec certitude que les vétérinaires et les spécialistes de la santé des poissons veillent minutieusement à la santé des poissons dans les fermes aquacoles de la Colombie-Britannique. Il y a dans ce secteur, plus que dans bien des secteurs de l'agriculture et de l'aquaculture, beaucoup de partage de données entre l'industrie et le gouvernement sur la santé des poissons. Il y a également d'excellents programmes de surveillance et de vérification pour assurer la salubrité des poissons et enrayer le pou du poisson dans ces fermes. En effet, le programme de vérification en Colombie-Britannique est très efficace pour nous garantir un taux de maladies infectieuses très bas chez les saumons d'élevage.

Malgré cela, les maladies chez les saumons d'élevage figurent parmi les sources potentielles de l'effondrement des stocks du fleuve Fraser en 2009. On cible plus particulièrement un virus du nom de NHI. Ce virus est naturellement présent le long de la côte de la Colombie-Britannique et a été observé chez le saumon du Pacifique. Cependant, le NHI n'a pas été détecté chez les saumons d'élevage depuis 2003. Par conséquent, ce ne peut pas vraiment être un facteur dans l'effondrement des stocks; du moins on ne peut pas conclure à une transmission de la maladie des saumons d'élevage aux saumons sauvages. Par ailleurs, contrairement à d'autres autorités, les autorités de la Colombie-Britannique ne semblent pas constater le même problème de pou du poisson chez les saumons d'élevage que chez les saumons sauvages.

En quoi cela est-il important? Il y a beaucoup de recherches intéressantes qui se font en Colombie-Britannique, et elles montrent que l'espèce de pou observée ici, *lepeophtheirus almonis*, est bien moins invasive que les autres espèces et qu'elle s'en distingue complètement, en fait.

Voilà ce que je voulais vous dire.

• (1710)

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci, madame Saksida.

C'est maintenant à vous, monsieur Atleo.

[Traduction]

**Chef Keith Atleo (négociateur en chef, Première nation Ahousaht):** Merci, monsieur le président.

Je veux d'abord remercier la Première nation qui nous accueille sur son territoire pour tenir notre réunion d'aujourd'hui. C'est la coutume de nos gens de reconnaître l'hospitalité de nos hôtes.

Le nom que je porte dans ma culture est Kiista et mon nom anglais est Keith Atleo.

Nous représentons la communauté d'Ahousaht. Nous faisons partie du conseil tribal des Nuuchah-nulth.

Nous sommes ici pour parler des politiques et des règlements du ministère des Pêches et Océans. Comme vous le savez, nous avons gagné une cause contre le ministère dans laquelle le juge a déclaré que le ministère ne s'était pas acquitté de ses responsabilités à l'endroit des Premières nations dans ses politiques et la gestion des pêches. Nous faisons ressortir dans notre mémoire certains des points soulevés par la Cour suprême de la Colombie-Britannique dans le litige.

Nous voulons également parler de la remonte du saumon sockeye dans le fleuve Fraser en 2010, qui a été la plus importante de toute l'histoire. Les pêcheurs à la ligne du secteur G ont toujours reçu l'allocation la plus petite. En fait, la plupart des dernières remontes de saumon sockeye ont été faibles. Pour des raisons de conservation, nous n'avons pêché le saumon que lors des trois remontes les plus importantes. Le ministère des Pêches et des Océans dresse habituellement un plan qui permet une courte période de pêche lors de la première augmentation d'une remonte importante.

Depuis toujours, nous pouvons pêcher à la ligne le saumon sockeye dans la rivière Somass. Notre peuple a toujours utilisé ses connaissances transmises oralement pour déterminer la taille des remontes, mettant à profit les enseignements tirés de la nature et non de la science. La chose est un fait avéré. Nous avons prouvé au ministère qu'il avait tort de nombreuses fois.

En 2010, le ministère a déterminé, après des calculs divers, que la remonte serait peut-être la plus importante de toutes. Le phénomène était déjà manifeste en août. Un test volumineux effectué dans le détroit de Johnstone a commencé à montrer que la remonte serait suffisante pour permettre la pêche à la ligne dans le secteur G sur la côte ouest de l'Île de Vancouver.

On n'a fait aucun cas en 2010 des demandes que nous avons présentées pour obtenir des permis de pêche modestes, comme ceux qu'accordait le ministère par le passé lorsqu'il s'occupait de tous les groupes du Sud. On nous a répondu qu'on agissait ainsi pour des motifs biologiques.

Le ministère a accordé des allocations pour la pêche personnelle et de nouvelles pêches de démonstration dans les régions intérieures et dans les secteurs d'aménagement mais il n'a demandé à aucun gestionnaire d'établir un plan pour permettre ne serait-ce qu'une petite allocation de pêche dans notre région. La gestion de la pêche à la ligne traînante sur la côte Ouest est possible en toute saison, mais le ministère a négligé nos secteurs et a accordé la priorité à des secteurs et à des groupes qui favorisaient les politiques de privatisation ministérielle.

À cet égard, nous avons formulé certaines recommandations dans notre mémoire.

Nous sommes ici également parce que notre communauté est petite. Nos gens vivent des ressources de la mer. Vous devez comprendre que nous avons été placés dans une réserve par le gouvernement du Canada et que notre réserve est très petite parce qu'on nous a dit que nous avions accès à tout l'océan pour tirer notre subsistance. Toutefois, aujourd'hui, les politiques et les lignes directrices du ministère des Pêches et des Océans nous empêchent d'avoir accès à l'océan.

Nous espérons donc que notre mémoire vous aidera à mieux comprendre les problèmes auxquels font face nos Premières nations et les collectivités de la côte Ouest.

• (1715)

Merci.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Monsieur Brown, c'est maintenant votre tour.

[Traduction]

**M. Dave Brown (vice-président, Squamish to Lillooet Sportfish Advisory Committee):** Je m'appelle Dave Brown. Je suis le vice-président du Squamish to Lillooet Sportfish Advisory Committee. Je représente aujourd'hui un groupe de travail sur les pêches qui a été mis sur pied avec la collaboration de notre député local, John Weston. Notre comité a écrit à John pour lui faire part des préoccupations que nous avons concernant l'effondrement des stocks de saumon sockeye dans le fleuve Fraser en 2009 et les liens possibles avec l'aquaculture. En réaction à notre lettre, John nous a proposé de former un groupe de travail sur les pêches.

Notre groupe se compose de divers membres de notre collectivité qui ont à cœur la survie du saumon. Nous avons dans notre groupe des adeptes de la pêche sportive, des guides de pêche, des gardiens des cours d'eau de Squamish et de West Vancouver, des membres des Premières nations de Squamish, des responsables de la North Vancouver Outdoor School et des citoyens préoccupés. Nous avons rencontré John plusieurs fois et celui-ci a fait connaître nos préoccupations à Ottawa.

Dans une modeste mesure, notre groupe a amené le premier ministre, M. Harper, à ordonner une enquête fédérale sur l'effondrement des stocks. Je désire remercier et féliciter le comité d'avoir pris le temps de s'informer sur les répercussions des piscicultures sur le saumon sauvage. Vous avez un travail important à faire, et nous sommes convaincus que vous examinerez attentivement toutes les mesures qui peuvent être prises pour éviter la propagation des maladies et du pou du poisson au saumon sauvage.

Nous avons présenté un mémoire dans lequel nous avons demandé au gouvernement fédéral de se pencher sur le financement de l'élevage du saumon en bassin clos pour réduire l'impact des piscicultures sur le saumon sauvage. Nous avons demandé au gouvernement fédéral d'accorder une contribution substantielle pour l'établissement d'un fonds destiné à l'élevage en bassin clos de façon à favoriser l'innovation et l'avancement de nouvelles technologies et de projets pilotes économiquement viables. Cette aide pourrait prendre la forme d'une contribution fédérale importante tirée du budget de l'exercice 2010 à laquelle s'ajouteraient des allocations prévues dans le budget de 2011. Une telle initiative du gouvernement amènerait des organismes philanthropiques non gouvernementaux à verser également des contributions et inciterait peut-être même la province de la Colombie-Britannique à débloquer une aide appréciable.

L'élevage du saumon en milieu ouvert cause des problèmes épineux. Le saumon d'élevage est le produit d'exportation agricole le plus important de la Colombie-Britannique. Cette industrie génère environ 338 millions de dollars de revenus par année et emploie 2 100 personnes, principalement dans les collectivités côtières. En comparaison, toutefois, la pêche commerciale et la pêche sportive emploient ensemble environ 9 700 personnes, et produisent un revenu total de 1,2 milliard de dollars. C'est l'élevage du saumon

dans des cages en filet qui fait problème. Cette technologie a des répercussions négatives manifestes sur le saumon sauvage et d'autres ressources. Le problème résulte des pratiques d'élevage actuelles, et ces pratiques suscitent les pires dissensions et les pires querelles dans la classe politique, un débat public constant et houleux ainsi que la colère des électeurs.

Le groupe de travail sur les pêches de Squamish s'inquiète de la survie du saumon sauvage et de la prospérité économique de la région, compte tenu de l'importance que revêt ce poisson pour les Premières nations locales. Nous encourageons donc le gouvernement fédéral à favoriser l'adoption d'une solution acceptable pour toutes les parties, qui permettrait d'améliorer l'industrie, de protéger le saumon sauvage et la santé des océans, de créer de nouvelles technologies, des emplois, des exportations et des occasions d'affaires tout en faisant du Canada un chef de file mondial dans la mise en place de solutions viables sur le plan économique.

Le marché s'adapte de plus en plus aux politiques d'exploitation durable des produits de la mer et aux lois faisant suite aux pressions exercées par les consommateurs, et les méthodes de production écologiques et viables sur le plan économique gagneront donc en importance. L'accès au marché futur pour le saumon d'élevage canadien dépendra du sérieux qu'accordera le secteur à l'innovation et aux pratiques environnementales améliorées. Le gouvernement du Canada peut à cet égard jouer un rôle crucial en veillant à ce que les produits de l'aquaculture satisfassent aux normes établies à la lumière d'évaluations de la durabilité et de processus internationaux de plus en plus rigoureux.

Il est abondamment démontré dans les travaux de recherche publiés que l'élevage du saumon dans des cages en filet présente une menace grave pour les écosystèmes marins, la survie du saumon sauvage et celle des autres populations de poissons sauvages. Or, les dommages que subit le saumon sauvage se répercutent sur les Premières nations locales qui en dépendent, sur les gens de la place qui aiment s'adonner à la pêche et sur les entreprises locales qui dépendent du tourisme axé sur la pêche au saumon.

En Colombie-Britannique, la vitalité des entreprises des collectivités côtières est liée aux écosystèmes de plusieurs façons. En effet, outre la matière première qu'il tire de l'écosystème, le secteur produit des emplois à l'appui de nombreuses autres industries de services. Le tourisme en milieu sauvage et les industries de la pêche récréative et de la pêche commerciale emploient ensemble des milliers de Britanno-Colombiens et génèrent pour plus de 1 milliard de dollars d'activités économiques. Les industries qui vivent du saumon sauvage constituent une composante vitale de l'économie de la Colombie-Britannique, et notre secteur demande au gouvernement de trouver des solutions à la menace que présentent les piscicultures.

• (1720)

La Pacific Salmon Foundation, mise sur pied par l'ancien ministre des Pêches John Fraser, à la demande du gouvernement, a effectué un projet de recherche de 5 millions de dollars, étalé sur plusieurs années, auquel ont participé des universitaires de premier ordre et des scientifiques du gouvernement pour examiner la gestion des pêches, et tout particulièrement l'aquaculture, en Colombie-Britannique. En mai 2000, une des principales recommandations faites au gouvernement par l'organisation consistait à concevoir et à mettre en oeuvre, à l'échelle commerciale, un projet pilote d'élevage du saumon en milieu fermé.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Monsieur Davis, la parole est à vous.

[Traduction]

**M. Martin Davis (conseiller, Village de Tahsis):** Je m'appelle Martin Davis. Je suis conseiller du village de Tahsis et c'est moi qui ai écrit la lettre au nom du maire, du conseil et de la population de Tahsis.

Tahsis est une communauté située sur la côte Ouest de l'île de Vancouver, dans la baie Nootka, qui dépend de l'industrie touristique. L'été, des hordes de pêcheurs à la ligne viennent à Tahsis pour y pratiquer leur sport. La communauté accueille également une petite flotte de pêche commerciale de la communauté voisine de Zeballos.

La plus grande partie de notre activité économique tourne donc autour de l'industrie de la pêche sportive. Nous avons d'ailleurs une écloserie administrée par des bénévoles pour appuyer cette industrie.

Depuis le début du présent siècle, neuf piscicultures du saumon ont été aménagées ou agrandies dans la baie Nootka. Elles sont toutes situées le long des grandes routes migratoires du saumon. En novembre 2009, deux des piscicultures de notre secteur ont été le théâtre d'une éclosion importante de poux du poisson. Dans l'une de ces piscicultures, la contamination s'est élevée à 24 poux par poisson et dans l'autre, à 41. Ces données, produites en vertu d'un contrat conclu avec une ferme piscicole, ont été communiquées au conseil de Tahsis.

L'éclosion a atteint des niveaux sans précédent chez le poisson sauvage et a provoqué le retrait des poissons d'élevage avant leur maturité. Un document vidéo et les filets à plancton recueillis par un chercheur indépendant montrent clairement des quantités énormes de poux du poisson circulant dans l'eau autour de la pisciculture et de poux agrippés à un bateau. Les travailleurs de la pisciculture ont déclaré sous le coup de l'anonymat que les poux résistaient au pesticide systémique Slice, utilisé habituellement pour s'en débarrasser.

L'élevage du poisson dans ce secteur a connu des problèmes auparavant, dont des taux de mortalité élevés causés par les conditions anoxiques de l'été et la prolifération de végétaux planctoniques. En 2004, le taux de mortalité a été de 100 p. 100, les poissons morts ont été amenés au large et déversés dans la mer, ce qui a provoqué l'apparition d'une bande de poissons pourris longue de 15 kilomètres.

Il semble que les saumons ont changé leurs habitudes de frai en automne pour éviter que leurs alevins soient contaminés par le pou du poisson lorsque les oeufs éclosent et que les petits quittent les rivières au printemps, le pou du poisson ne supportant pas l'eau douce. Toutefois, la présence des piscicultures court-circuite cette stratégie de survie adoptée par les saumons en fournissant des populations denses et captives de poissons adultes qui, lorsqu'ils sont infectés par le pou, produisent des millions de larves qui attaquent les saumoneaux passant le long des piscicultures dans la mer. Même si les piscicultures d'ici ont réagi dernièrement à ce problème en capturant les poissons avant le passage des saumoneaux, le problème demeure une année sur deux, parce que la période de croissance moyenne d'un saumon d'élevage est de 22 mois.

Le conseil de Tahsis est extrêmement préoccupé par les répercussions de ces activités sur le saumon sauvage, qui est en déclin dans notre région depuis des années. Les piscicultures exercent un effet néfaste sur notre économie, qui ne tire aucun emploi ni aucun avantage de leur présence dans nos eaux. Le poisson n'est pas transformé dans notre région non plus. Les piscicultures nuisent au couvoir de notre village du fait qu'elles contaminent les saumoneaux du couvoir lorsqu'ils sont relâchés dans la nature.

Certes, les saumoneaux qui proviennent de notre couvoir peuvent être relâchés lorsqu'ils ont atteint une taille qui leur permet de mieux se défendre, mais tel n'est pas le cas pour les saumoneaux sauvages.

En conclusion, Tahsis doit protéger non seulement le saumon sauvage mais ses intérêts économiques aussi. Après la fermeture de notre moulin et la réduction subséquente de notre industrie forestière locale, nous devons nous occuper de ce qui nous reste pour assurer notre survie économique. Cela dit, nous demandons au gouvernement fédéral de mettre fin graduellement aux piscicultures en milieu ouvert dans la baie Nootka. L'industrie de la pisciculture locale pourrait souffrir de la mesure, mais nous proposons de réinstaller les piscicultures à Tahsis et de construire sur la terre ferme des bassins d'élevage.

Nous savons que cette technologie existe et a fait ses preuves et qu'il ne manque que la volonté politique pour la mettre en place ici. Nous sommes prêts à collaborer avec les entreprises qui exploitent les produits de la mer pour trouver une solution bénéfique pour tous.

Merci.

• (1725)

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup, monsieur Davis.

Monsieur Novales Flamarique, ferez-vous votre présentation en français ou en anglais?

**M. Iñigo Novales Flamarique (professeur, Sciences de la biologie, Simon Fraser University, à titre personnel):** En français ou en anglais, comme vous le voulez. Vous voulez que je la fasse en français?

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Comme vous le voulez, laissez-vous aller.

**M. Iñigo Novales Flamarique:** Je vais la faire en anglais, parce qu'il y a plus de personnes qui parlent anglais ici.

J'utiliserai les deux langues, ça va.

[Traduction]

Je suis ici à titre personnel. J'aimerais remercier le comité de m'avoir invité.

Je suis professeur à l'Université Simon Fraser. J'étudie la biologie du pou du poisson et la biologie du saumon depuis plus de 10 ans. J'ai fait mes études en Norvège et dans d'autres établissements, ici, en Amérique du Nord.

[Français]

Je pense que je suis assez compétent pour répondre à n'importe quelle question sur la biologie et l'impact que ces formes d'aquaculture du saumon peuvent avoir sur les populations sauvages de saumon.

[Traduction]

Étant donné ma connaissance de la littérature sur le sujet et les travaux que j'ai effectués, je pourrais vous aider à connaître et à comprendre les répercussions des piscicultures sur les populations de saumons sauvages et répondre à vos questions sur la biologie du pou de poisson ou la biologie du salmonidé.

Merci.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Bravo.

C'est maintenant au tour de Mme Cannon.

[Traduction]

**Mme Barbara Cannon (gestionnaire en biologie, Creative Salmon Company Ltd.):** Bonjour. Je m'appelle Barb Cannon, et je suis gestionnaire en biologie chez Creative Salmon.

Je vais d'abord vous parler un peu de moi. Je suis diplômée en biologie marine de l'Université Dalhousie, à Halifax. Bien que je sois originaire de l'Ontario, j'ai décidé, après mes études, de déménager sur la côte Ouest, à Ucluelet, où j'ai travaillé comme guide pour l'observation des baleines et les expéditions de pêche sportive. Ayant choisi de m'établir pour de bon sur la côte Ouest, je me suis mise à chercher un emploi stable et rémunéré décemment, qui allait me permettre de m'épanouir et de relever des défis comme biologiste. Je travaille maintenant chez Creative Salmon depuis huit ans, et je suis gestionnaire en biologie depuis deux ans et demi.

Beaucoup de choses ont changé dans ma vie au cours de ces huit années, grâce au travail stable et bien rémunéré que j'ai. Je suis maintenant mariée et mère de deux jeunes garçons. J'espère que je pourrai élever ma famille dans la région que j'aime maintenant énormément.

Je vais maintenant vous parler brièvement de Creative Salmon. Notre entreprise est basée à Tofino, mais nos piscicultures sont situées à Clayoquot Sound, un endroit déclaré réserve de la biosphère par l'UNESCO. Nous menons nos opérations à l'intérieur du territoire de la Première nation Tla-o-qui-aht. Creative Salmon est une entreprise canadienne, en affaires depuis 1990. Nous célébrons donc notre 20<sup>e</sup> anniversaire cette année.

Nous sommes actuellement le seul gros producteur de saumon quinnat en Amérique du Nord; nous gérons tout le cycle de production de ce poisson, depuis l'oeuf jusqu'à votre table. Nous avons donc notre propre stock de géniteurs, nous élevons nos propres saumoneaux et nous capturons et transformons notre propre poisson. Depuis les tout premiers débuts, nous mettons l'accent sur la qualité et non sur la quantité. Nous représentons un petit joueur dans l'industrie de l'aquaculture en Colombie-Britannique, étant donné que nous produisons en moyenne 1 400 tonnes métriques de poissons par année, mais nous sommes très fiers de notre produit.

Nous avons six piscicultures, mais nous n'en exploitons que quatre à la fois. Nous pouvons donc de cette façon laisser des piscicultures au repos pendant de longues périodes. Notre entreprise n'a pas encore été certifiée biologique, mais nous espérons qu'elle deviendra bientôt l'une des premières piscicultures de saumons biologiques au Canada. Creative Salmon est un membre fondateur de la Pacific Organic Seafood Association, et nous nous employons actuellement à élaborer des normes nationales.

Parce que nous participons à la gestion de l'environnement, nous estimons qu'il est de notre responsabilité d'exploiter des piscicultures durables. Malgré des coûts supplémentaires considérables, nous avons à coeur d'élever nos poissons de la façon la plus naturelle possible et avec le moins de répercussions possible sur l'environnement. Comme je l'ai dit plus tôt, nous n'élevons que des saumons quinnat et nous nous sommes engagés à garder la densité des populations à un faible niveau, à ne pas recourir aux antibiotiques, à utiliser des filets non traités et à nourrir nos poissons au moyen d'un régime naturel. Pour y arriver, nous appliquons des protocoles de gestion de la santé des poissons et des protocoles de sécurité biologique stricts et nous employons des pratiques rigoureuses de surveillance de l'environnement.

Creative Salmon compte une équipe de trois biologistes qui surveillent de près les pratiques d'élevage et les répercussions sur l'environnement. Nous sommes fiers de dire que nous n'avons pas eu

à traiter nos poissons avec des antibiotiques depuis 2001. Nous utilisons également une méthode naturelle pour gérer nos filets. Nos filets ne sont pas traités; nous les nettoyons sur les lieux, avec des produits sans danger pour l'environnement ou simplement avec de l'eau salée et les rayons du soleil.

Le saumon quinnat ne réagit pas bien au stress, et nous cherchons donc à protéger la santé des poissons et leur bien-être, tout en réduisant au minimum toute source de stress. À cette fin, nous limitons les opérations de manutention, nous recourons à un régime alimentaire et à des techniques d'alimentation appropriés, nous employons des méthodes douces pour la capture et nous nous efforçons de réduire le contact avec les prédateurs.

Nous nous sommes beaucoup occupés du problème des prédateurs au cours des dernières années. L'expérience acquise et les consultations menées auprès de spécialistes des mammifères marins nous ont donné une bonne compréhension du comportement du lion de mer, et nous avons modifié nos méthodes de lutte contre ce prédateur en conséquence. Nous croyons avoir beaucoup amélioré nos méthodes; en fait, nous avons pour ainsi dire éliminé tout contact avec le prédateur.

Le pou du poisson est un autre point dont j'aimerais vous parler, bien qu'il ne constitue pas un problème pour nous. Le saumon quinnat a une bonne résistance naturelle au pou du poisson; nous avons surveillé l'apparition de ce parasite chez nos poissons, mais nous n'avons jamais eu à traiter nos populations. Depuis 2003, nous participons à un groupe de travail, appelé le Clayoquot Sound Sea Lice Working Group, qui réunit des membres de la communauté de Tla-o-qui-aht, des responsables de Creative Salmon, d'Ahousaht et de Mainstream Canada. L'expérience est très enrichissante et très positive et nous espérons qu'elle se poursuivra.

C'est terminé? D'accord.

● (1730)

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Madame Dane, vous avez la parole.

[Traduction]

**Mme Colleen Dane (gérante des communications, B.C. Salmon Farmers Association):** Merci.

Bonjour. Je m'appelle Colleen Dane. Je suis gérante des communications à la B.C. Salmon Farmers Association, dont les bureaux se trouvent ici même à Campbell River.

Je sais que vous avez déjà entendu des exposés très détaillés de la part de certains de nos entreprises membres, des responsables gouvernementaux de la réglementation et des représentants nationaux du secteur de l'aquaculture lors de séances à Ottawa. Donc, étant donné que vous êtes venus sur la côte Ouest, le foyer de l'industrie, je me suis dit que je vous parlerais de ce que l'industrie de l'élevage du saumon apporte aux Britanno-Colombiens.

On vous a sûrement avancé le nombre de 6 000 emplois, directs et indirects, générés par notre industrie. Ici, dans le nord de l'île, le secteur de l'élevage du saumon est le plus important employeur privé. Nous contribuons à 2 800 emplois directs, stables et permanents dans des collectivités qui sont durement touchées par le ralentissement dans d'autres secteurs d'activités liés aux ressources naturelles. Les maires de Port Hardy, de Port McNeill et de Campbell River, entre autres, affirment ouvertement que ces emplois sont essentiels dans leur ville.

La B.C. Salmon Farmers Association représente cinq entreprises qui élèvent du saumon et plus de 35 entreprises qui fournissent des produits et des services. En plus d'élever du saumon, nos membres fabriquent la nourriture pour les poissons, transforment le saumon, l'emballent, transportent les produits et construisent l'infrastructure. Au total, c'est environ 3 000 entreprises qui fournissent des produits et des services à notre industrie, dont près de 400 que nous pourrions qualifier d'importants fournisseurs, c'est-à-dire qu'ils transigent avec trois ou plus de nos membres. Notre communauté collabore et innove, et notre industrie est comme une grande famille dont il fait bon faire partie.

L'industrie de l'élevage du saumon a aussi un effet d'entraînement. Les grappes industrielles comme celles-ci sont perçues comme des stratégies saines et efficaces pour favoriser la diversification de l'économie rurale. Cela renforce les pratiques exemplaires, concentre l'expertise, augmente le bassin de main-d'oeuvre et stimule la croissance économique régionale. Chaque activité en lien direct avec notre industrie augmente la force de l'économie, ce qui a pour effet de favoriser la réussite d'un peu tout le monde, des organismes à but non lucratif, aux scientifiques, en passant par les fournisseurs de produits spécialisés.

En Colombie-Britannique, le produit agricole le plus exporté est le saumon d'élevage. En 2008, la valeur de gros du saumon d'élevage était de 495,2 millions de dollars. À l'échelle fédérale, en ce qui concerne la valeur des exportations de produits de la mer, notre industrie se classe deuxième derrière l'industrie du homard de la côte Est. En 2009, les exportations — près de 50 000 tonnes — ont totalisé environ 330,9 millions de dollars.

Notre produit connaît du succès, parce que c'est un bon produit. Le saumon d'élevage de la Colombie-Britannique est riche en nutriments importants et une source saine et fiable de protéines fraîches. Nous utilisons moins d'antibiotiques que toutes les autres formes d'élevage et avons les meilleurs indices de consommation. Nous prenons très bien soin de nos poissons, qui sont en parfaite santé, et nos fermes d'élevage sont très bien gérées.

Notre industrie est, en outre, soumise à la réglementation la plus contraignante au monde dans le domaine de l'aquaculture. Le transfert imminent de la responsabilité de la réglementation au gouvernement fédéral apportera son lot d'ajustements, mais nous nous attendons à maintenir, et même rehausser, cette norme élevée en travaillant ensemble pour rendre notre industrie la plus viable possible.

Nous savons l'importance d'atteindre les normes les plus élevées possible. Nous savons que l'attention du public nous a aidés à rendre notre industrie aussi solide et responsable qu'elle l'est actuellement. Nous continuerons de nous adapter aux évolutions technologiques et de nous conformer au cadre environnemental évolutif de l'industrie. Par exemple, le comité technique de notre association réunit des gens des différentes entreprises pour améliorer, entre autres, la biosécurité et les plans de gestion de la santé des poissons. Notre association participe également activement à la Commission Cohen qui se tient actuellement à Vancouver.

L'objectif de la B.C. Salmon Farmers Association est de continuer à sensibiliser les gens au sujet de nos activités passées et présentes. Nos activités de vulgarisation, comme nos visites guidées offertes au public chaque été et nos salons de l'alimentation, nous ont appris que bien des gens ont des questions au sujet de notre industrie, mais que l'opposition est en fait très restreinte. De plus en plus, les gens parlent de la sécurité alimentaire mondiale, de l'approvisionnement en énergie durable et de la protection des ressources d'eau douce. À

la lumière de tous ces éléments, notre élevage du saumon en cage dans l'océan est le parfait exemple d'un moyen de nourrir les populations dans l'avenir.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a évalué qu'on a atteint, ou presque atteint, le taux d'exploitation maximal pour 75 p. 100 des espèces de poissons sauvages. Toutefois, d'ici 2030, on prévoit que la demande pour le poisson augmentera de 70 p. 100. L'aquaculture est donc l'industrie de l'avenir. Nous croyons que la Colombie-Britannique a une occasion unique de faire partie de la solution mondiale. Des villes comme Port Hardy et Campbell River tracent la voie. Nous vous remercions d'être venus ici discuter avec nous.

● (1735)

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup. J'aimerais vous féliciter non seulement pour votre discipline, mais pour votre excellente collaboration. Je sais que je peux espérer la même chose de la part de mes collègues.

On va entreprendre le tour de table. Je vous explique comment ça fonctionne. Les représentants de chacun des partis politiques qui sont ici, soit le Parti libéral, le Bloc québécois, le NPD et le Parti conservateur, peuvent poser des questions à tour de rôle. Ils disposent d'une période de temps précise pour le faire.

On va commencer par le Parti libéral et Mme Joyce Murray.

**Mme Joyce Murray (Vancouver Quadra, Lib.):** Merci, monsieur le vice-président.

[Traduction]

Monsieur Flamarique, vous avez sous-entendu pouvoir répondre à des questions grâce à vos études sur le pou du poisson chez le saumon. Que pensez-vous de l'aquaculture, du pou du poisson et de leur effet sur le saumon sauvage?

● (1740)

**M. Iñigo Novales Flamarique:** Je fonderai mes propos sur des études publiées, qui sont totalement indépendantes et ont été menées par des spécialistes en toute impartialité.

Les études menées par un groupe de l'Université de l'Alberta, dirigé par Krkosek, se démarquent du lot. Ces études mathématiques prouvent que les poux du poisson provenant des élevages peuvent en fait avoir un effet important sur les stocks de saumons sauvages.

Une autre étude menée par Alexandra Morton, une collaboratrice de Krkosek, a montré que si nous attachons suffisamment de poux sur un poisson — de l'ordre de quatre ou cinq sur un très petit poisson —, le taux de mortalité se situe à 60 p. 100, comparativement aux poissons qui n'en ont pas ou qui n'en ont que très peu, disons peut-être un.

Maintenant, la question est d'établir si le pou du poisson, qui a évidemment eu un effet important sur le taux de mortalité des saumons lors d'expériences en laboratoire, a une incidence importante sur le taux de mortalité des saumons dans leur milieu naturel. À mon avis, bien d'autres facteurs pourraient entraîner un haut taux de mortalité chez les saumons sauvages, ou la diminution des stocks, dont le réchauffement climatique et potentiellement d'autres maladies.

Toutefois, c'est à ce moment que les études de Krkosek — plusieurs ont été publiées — se révèlent importantes, et il est impératif de comprendre les calculs s'y rapportant. Ces calculs expliquent, en gros, que dans un système linéaire, qui tient compte de la plupart des facteurs, y compris une partie qui tient compte des autres facteurs, le nombre de poux du poisson sur les jeunes saumons ne peut être attribuable, dans la majorité des cas, qu'aux exploitations et à rien d'autre.

**Mme Joyce Murray:** Monsieur Flamarique, nous avons entendu le témoignage de l'éminent scientifique dont vous avez parlé. J'aimerais savoir si vous avez mené vous-même des recherches indépendantes sur le...

**M. Iñigo Novales Flamarique:** Je n'ai pas fait les calculs, mais je les comprends. J'en suis capable; j'ai un diplôme en physique. Je sais qu'ils sont justes, pour ce qu'ils sont. Je sais que son échantillon était également correct, parce que je me suis rendu dans l'archipel de Broughton.

D'après ma propre expérience, je peux vous dire que nous avons attaché environ 10 poux du poisson sur des saumons quinnat, d'environ 30 grammes, pour mener une expérience en enclos. Nous voulions voir si ces saumons se débarrasseraient des poux. En deux heures environ, les saumons quinnat en santé, d'environ 30 grammes, auxquels 10 poux du poisson avaient été attachés, semblaient moribonds. Ils ne nageaient pas très bien dans le bassin. Bien entendu, nous avons mené des contre-essais identiques à ces expériences avec des saumons auxquels nous n'avons pas attaché de poux du poisson. Donc, le pou du poisson en était l'unique cause.

**Mme Joyce Murray:** Merci.

Madame Saksida, votre organisme croit que le pou du poisson n'est pas un problème. Est-ce exact?

**Mme Sonja Saksida:** Oui.

**Mme Joyce Murray:** Avez-vous mené des études pour essayer de trouver ce qui expliquerait la tendance à la baisse des stocks de saumon au cours des décennies?

**Mme Sonja Saksida:** Je ne sais pas ce qui explique la tendance à la baisse des stocks de saumon au fil des décennies. Nous savons que des installations d'élevage du saumon existent depuis les années 1990, mais le tout a évolué. J'ai participé à une recherche avec des collaborateurs du MPO. Si je ne m'abuse, vous avez déjà discuté avec Simon Jones, qui a mené des études en laboratoire au sujet de la résistance au pou du poisson développée par les saumons roses lorsqu'ils sont assez petits.

J'ai pris part à des travaux qui étudiaient in situ l'état de santé des saumons roses. J'ai des réserves, parce que bon nombre des chercheurs ont mis l'accent sur le pou du poisson et non sur le saumon en général et ont toujours sauté à la conclusion qu'un poisson infecté était malade. Nous savons tous qu'un poisson infecté n'est pas nécessairement malade.

Sur une période d'environ deux ans, nous avons mené une étude sur le saumon rose dans l'archipel de Broughton et avons évalué leur état de santé pour essayer de voir si l'infestation du pou du poisson serait en cause. Nous préparons un document qui sera publié bientôt. En gros, au cours de ces deux années, nous avons établi qu'il n'y avait pas assez de poux du poisson pour influencer les stocks. D'un point de vue histologique, certains facteurs semblent certainement montrer qu'une sorte d'intoxication alimentaire ou d'exposition à des produits toxiques pourraient diminuer leur capacité de survivre.

L'intéressante découverte que nous avions...

• (1745)

**Mme Joyce Murray:** Puis-je vous interrompre un instant?

Connaissez-vous la recherche de M. Reynolds sur le système hôte? Selon ce que j'en comprends, son analyse montre une importante diminution des stocks à la suite du passage des poissons dans une certaine région du détroit de Georgia, où se trouvent des installations d'élevage du saumon. Je me demandais si vous aviez une autre raison qui expliquerait le...

**Mme Sonja Saksida:** Les travaux n'ont pas été effectués par M. John Reynolds. Ils sont l'oeuvre d'une autre personne. Selon ce que j'en comprends — et je sais que certaines publications ont frayé leur chemin dans les médias —, le chercheur s'est rétracté.

**Mme Joyce Murray:** Il a expliqué cela lors d'un événement auquel j'assistais.

**Mme Sonja Saksida:** Il prétendait que les stocks de saumon diminuaient beaucoup lorsque les poissons entraient dans la région des îles de la Reine-Charlotte, mais c'est encore une association. La grosseur est peut-être en cause ou c'est peut-être le pou du poisson. Cependant, lorsqu'on met l'accent sur un facteur, on met de côté tous les autres. À mon avis, selon nos recherches, qui révèlent bien peu de maladie en lien avec l'infestation, et selon les travaux de Simon Jones, qui montrent que les saumons roses sont plutôt résistants au pou du poisson lorsque le poisson atteint un certain poids, nous devrions examiner d'autres facteurs que le pou du poisson.

**Mme Joyce Murray:** Donc, rien ne prouve encore que le pou du poisson soit le grand responsable, mais on s'inquiète toujours d'un problème qui influe sur les stocks de saumon.

**Mme Sonja Saksida:** Oui, bien entendu.

**Mme Joyce Murray:** Ensuite, monsieur Davis, j'aimerais savoir si Tahsis emploie des scientifiques indépendants ou si vous vous faites une opinion en vous fondant sur les conclusions de certains des scientifiques dont nous avons parlé aujourd'hui.

**M. Martin Davis:** Oui, nous examinons les travaux des scientifiques. Nous ne menons pas nos propres recherches. Nous ne sommes qu'un village. Toutefois, nous étudions les travaux menés sur le sujet et analysons tous les renseignements que nous pouvons amasser. J'ai en effet parlé avec des chercheurs. J'ai aussi discuté avec des représentants d'installations d'élevage du saumon et une partie des membres de la Nootka Sound Watershed Society, dont l'une des entreprises d'élevage du saumon est membre. J'ai assisté à leurs présentations, et nous avons tiré nos propres conclusions à partir de toute l'information recueillie. Dans le document que je vous ai remis, j'ai dressé la liste de travaux de recherches, qui semblent prouver que le pou du poisson serait la principale raison derrière la baisse des stocks de poisson sauvage dans ces régions.

**Mme Joyce Murray:** Madame Cannon, vous avez dit qu'il n'y avait pas d'indications que le pou du poisson infecte les saumons quinnat, et j'aimerais avoir des précisions. Croyez-vous que c'est unique à cette espèce de saumon ou des scientifiques qui collaborent avec Creative Salmon sont-ils arrivés à des conclusions qui expliqueraient cette absence d'infection?

**Mme Barbara Cannon:** J'ajouterai qu'en 2003, je crois, lorsque le gouvernement provincial a mis sur pied son programme de surveillance et de rapports au sujet du pou du poisson sur les saumons d'élevage, le saumon du Pacifique faisait aussi partie du programme. Si je ne m'abuse, le saumon du Pacifique a été inclus possiblement deux ans. Dans ses conclusions, le gouvernement provincial a dit que le pou du poisson n'était pas un problème pour les stocks de saumon du Pacifique et que nous ne serions pas soumis aux contraintes du programme de surveillance et de rapports, comme l'étaient les propriétaires d'installations d'élevage de l'Atlantique.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Je me permets maintenant de poser quelques questions avant de céder la parole à M. Donnelly.

J'ai une question pour M. Sidney Sam.

Vous m'apparaissez sage et j'aimerais vous entendre au sujet du dossier qui nous préoccupe, par rapport à ce que vous avez entendu jusqu'à maintenant.

Est-ce que vous avez des préoccupations particulières? Est-ce que des choses vous inquiètent? Est-ce que vous pensez que la situation peut s'améliorer du fait que le ministère des Pêches et des Océans va s'occuper complètement du dossier de l'aquaculture? J'aimerais entendre vos commentaires, monsieur Sidney Sam.

• (1750)

[Traduction]

**M. Sidney Sam Sr. (Première Nation Ahousaht):** Merci.

Un accord a été conclu entre Mainstream Canada et la Première nation Ahousaht. Depuis, la situation s'est améliorée. Si nous fermions maintenant les installations d'élevage de poissons, nous perdriions beaucoup d'emplois. Si vous voulez les fermer, trouvez-nous d'autres emplois, parce que nous perdrons les nôtres. Nous n'avons pas assez d'emplois à Hahoulthee.

Depuis cet accord, comme je l'ai dit, beaucoup de changements sont apportés pour améliorer le fonctionnement des installations d'élevage de poissons. Nous avons mené des recherches succinctes sur la question. Selon moi, la situation sur la côte Ouest est légèrement différente de celle sur la côte Est. Nous parlons du saumon rouge du Fraser, mais nos poissons ne semblent pas être infectés par le pou du poisson au même titre que les poissons de la côte Est. Je crois que le saumon rouge de la côte Est traverse les installations d'élevage, mais ce n'est pas le cas sur la côte Ouest. Le pou du poisson ne cause pas autant de problèmes sur la côte Ouest que sur la côte Est. C'est mon opinion.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Oui, monsieur Brown?

[Traduction]

**M. Dave Brown:** Le saumon rouge que vous pêchez provient-il de la rivière Somass?

**M. Sydney Sam Senior:** En partie, oui. Le saumon rouge y nage tout le temps.

**M. Dave Brown:** J'aimerais ajouter un fait intéressant: il n'y a pas d'installations d'élevage de poissons dans la baie Barkley et le bras de mer Alberni qui rejoint cette rivière de la côte Ouest.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** J'ai une question pour M. Davis. M. Brown peut répondre aussi, mais je m'adresse d'abord à M. Davis. Vous avez parlé tous deux de circuit fermé.

J'aimerais que vous précisiez pourquoi vous êtes favorable au circuit fermé. Quelle est la grande différence que vous y voyez? Comment voyez-vous cela? Allez-y plus en détail.

[Traduction]

**M. Martin Davis:** Tout d'abord, je préfère appliquer le principe de précaution. Avec des parcs clos, il semblerait que nous pourrions éliminer le problème du pou du poisson, parce que c'est justement en parc clos. Sur la terre ferme, ce n'est absolument pas un problème. Les parcs clos dans l'eau peuvent toujours présenter un risque, tout dépend du type de filtration utilisée. Toutefois, je crois simplement que nous pourrions ainsi éliminer les risques potentiels associés au pou du poisson. Évidemment, cela entraînera des frais supplémentaires pour l'industrie de la pisciculture, et cela explique leur réticence actuelle. À long terme, c'est dans l'intérêt de tous et du saumon sauvage, en particulier.

La situation est légèrement différente à Tahsis et dans la baie Clayoquot. Derrière l'île Nootka, des bras de mer s'étendent à l'intérieur des terres. Les installations d'élevage de poissons sont situées à cet endroit, et les poissons doivent nager très près des piscicultures. Nos craintes concernent cette situation, qui est complètement différente de ce qui se passe plus bas sur la côte.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Je vais maintenant céder la parole à M. Donnelly.

[Traduction]

**M. Fin Donnelly (New Westminster—Coquitlam, NPD):** Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais souligner que nous sommes sur un territoire traditionnel amérindien et remercier tous nos témoins de leur présence et de leur exposé aujourd'hui.

Ma première question s'adresse à Iñigo.

Vous avez parlé des travaux de Martin Krkosek. Ce chercheur est venu témoigner devant le comité. Vous avez donc déjà répondu à l'une de mes questions. Il a semblé fournir au comité des renseignements tout à fait objectifs et a semblé conclure que le pou du poisson, en se fondant sur l'examen de certaines installations, était un problème au cours des années de l'étude.

Je pourrais poser cette question à Sonja.

Vous avez mentionné la NHI pendant votre exposé, mais vous n'avez pas parlé de l' AIS. J'aimerais vous entendre sur les traces d' AIS ou de NHI. Ensuite, comment avez-vous réussi à établir que ces maladies n'existaient pas sur la côte et ne se trouvaient pas dans les installations d'élevage de la côte Ouest?

• (1755)

**Mme Sonja Saksida:** Parlons de l' AIS. C'est probablement la plus facile.

Fondamentalement, c'est une maladie exotique. En règle générale, depuis 2001, un système de vérification est en place; les techniciens du gouvernement provincial se rendent sur les fermes et procèdent à des vérifications. Donc, les fermes sont tenues de signaler tout incident relatif à la santé du poisson dans une base de données, qui est remise au gouvernement. Mais il y a aussi des vérificateurs qui viennent du gouvernement pour vérifier l'état de la santé du poisson, et aucun cas d' AIS n'a été découvert nulle part, que ce soit par les vérificateurs ou les éleveurs.

L' AIS a eu un effet dévastateur au Chili. En fait, elle a presque causé un effondrement de l'industrie. Elle a eu d'importantes répercussions en Norvège. Dans le passé, sur la côte Est, la situation a déjà été très mauvaise.

Donc, nous sommes très chanceux de ne pas avoir le problème de l' AIS. Et grâce au travail acharné des chercheurs en santé du poisson, des vétérinaires et des vérificateurs, il y a eu assez de données pour nous indiquer que ce n'est pas un problème.

La N.H.I., la nécrose...

**M. Fin Donnelly:** Je suis désolé. Vous avez mentionné le Chili, la Norvège et la côte Est du Canada, et je pense que vous voulez parler du Nouveau-Brunswick en particulier. Comment se fait-il qu'ils aient eu l' AIS tandis que sur la côte Ouest, nous n'avons pas eu ou n'aurons pas la maladie?

**Mme Sonja Saksida:** En somme, je pense que cela a rapport à l'importation de matériel génétique, et je crois comprendre que l' AIS est endémique à l'océan Atlantique. Donc, elle est présente dans les réservoirs sauvages. Nous ne le savons pas. Donc, la maladie est présente.

Je crois que ce qui s'est produit dans le cas du Chili, c'est que la maladie y a été apportée par l'introduction de saumoneaux, ou sous forme d'alevins ou d'oeufs infectés.

Ce que la Colombie-Britannique fait depuis un certain nombre d'années, c'est qu'en grande partie, elle a eu son propre stock de géniteurs. Les éleveurs ont importé des oeufs il y a longtemps — essentiellement à la fin des années 1980 — avant même l'apparition de l' AIS, et ils ont depuis eu leurs propres services génétiques. Toute importation d'oeufs — probablement depuis le milieu des années 1990 — se fait dans le cadre d'une mise en quarantaine rigoureuse et seulement en provenance d'installations reconnues comme saines, que l'on trouve seulement en Islande, jusqu'à maintenant. Seuls les oeufs qui proviennent de ces sources sont autorisés à être importés en Colombie-Britannique.

**M. Fin Donnelly:** Excusez-moi, désiriez-vous poursuivre au sujet de la N.H.I.?

**Mme Sonja Saksida:** La N.H.I. est également un virus. Nous l'appelons la maladie du saumon rouge parce que ce poisson a tendance à être infecté. Le virus peut avoir un effet dévastateur sur cette population. Les autres saumons du Pacifique ont développé une certaine tolérance au virus, selon l'espèce dont on parle. Le saumon de l'Atlantique est particulièrement sensible à cette maladie.

J'ai réalisé l'enquête épidémiologique et j'ai publié un rapport sur la dernière épidémie de N.H.I. en Colombie-Britannique, qui a eu lieu de 2000 à 2003 chez le saumon d'élevage. Pratiquement, on peut facilement obtenir des taux de mortalité qui s'élèvent jusqu'à 80 p. 100 et près de 100 p. 100. Tous les poissons doivent être éliminés à cause de cette maladie. Ce n'est pas une maladie que l'on peut cacher. Dès qu'une population est infectée, on peut facilement l'observer s'étendre à l'ensemble.

Donc, ce n'est pas une maladie que l'on peut cacher, et en fait, nous ne l'avons pas vue depuis 2003.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

C'est maintenant le tour de M. Weston.

**M. John Weston (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, PCC):** Merci bien, monsieur le président.

[Traduction]

Je vais vous demander ce que nous devons faire ensuite. À titre de mise en contexte, je vais citer en exemple six commentaires que nous avons entendus cet après-midi.

D'abord, merci d'être venus. Beaucoup d'entre vous donnent de leur temps pour être ici dans l'intérêt de la préservation de cette merveilleuse ressource. Donc, nous vous remercions tous.

Sonja, vous avez dit que des vétérinaires et des professionnels gèrent bien la santé du poisson du saumon d'élevage et que l'incidence du pou du poisson en Colombie-Britannique n'est pas la même que celle que l'on observe ici.

Dave, vous avez mentionné qu'il existe de plus en plus de preuves que la pisciculture en cages en filet nuit au saumon sauvage.

Martin, nous avons entendu qu'il y avait un taux de mortalité de 100 p. 100 dans une région piscicole. Il y avait une zone de 15 kilomètres de longueur remplie de poissons en putréfaction, ce qui est une image très forte pour nous tous.

Colleen, vous avez parlé de 6 000 emplois directs et indirects et de revenus de 495 millions de dollars.

Fondamentalement, ce que vous avez fait cet après-midi, c'est résumer les renseignements plutôt polarisés que nous entendons depuis que nous nous sommes lancés dans cette étude. Je ne peux pas parler pour mes collègues, mais je peux vous dire que je suis mal placé pour prendre une décision où on doit tenir compte de facteurs biologiques, économiques et d'autres choses pour lesquelles vous possédez tous des compétences.

Donc, ma question est la suivante: puisque tous les députés ici présents ont pris un engagement envers les mêmes objectifs que vous, soit d'assurer la durabilité à long terme des ressources, quel genre de processus espérez-vous que vos députés — votre gouvernement — mettent en place? Comment peut-on réunir ces différentes conclusions pour ensuite en faire une sorte de processus?

Dave, je vais commencer par vous, parce que je pense que vous êtes habitué à donner des directives à votre député.

● (1800)

**M. Dave Brown:** Je crois savoir que le comité visite actuellement des fermes d'élevage en parc clos dans l'État de Washington. Comme je l'ai dit dans ma déclaration, nous avons l'occasion — et c'est dans l'intérêt du Canada, je pense — de devenir un chef de file mondial dans ce domaine et de toujours avoir l'élevage du saumon et la possibilité de faire croître l'industrie tout en ayant l'occasion de protéger notre saumon sauvage.

Un point intéressant que je n'ai pas eu la possibilité de soulever pendant mon exposé, c'est que Vincent Erenst, le directeur général de la plus importante entreprise d'élevage du saumon de la Colombie-Britannique — Marine Harvest Canada — a dit au cours d'une entrevue publiée le 24 décembre 2009 par le *Courier-Islander* que l'entreprise avait l'intention de mener des projets pilotes sur l'élevage en parcs clos, mais qu'elle n'avait pas encore été capable de convaincre le fédéral ni le gouvernement provincial d'appuyer le projet.

Ce que je dirais — ce qui me fait faire un retour en arrière —, c'est que nous avons l'occasion de faire grandir l'industrie de l'élevage du saumon, de la rendre durable sur le plan de l'environnement et de pouvoir tirer profit des emplois qui sont créés, tout en assurant la protection du saumon sauvage et en devenant un chef de file à l'échelle mondiale. La technologie est là. On dirait seulement que la volonté de le faire n'y est pas. Je pense qu'à l'avenir, si vous ramenez ce message à Ottawa — en votre qualité de parlementaires —, nous aurons l'occasion de tous en sortir gagnants.

**M. John Weston:** Sonja et Colleen, pourriez-vous nous dire ce que vous en pensez? Que ferons-nous ensuite?

**Mme Sonja Saksida:** C'est une question de communication et de compréhension des enjeux. Relativement au processus, ma plus grande frustration, c'est qu'on répète toujours les mêmes choses: le poisson d'élevage a plein de maladies, il est plein d'antibiotiques; il y a de la résistance. Pourtant, on sait qu'il y a des organismes gouvernementaux qui disposent des données pour confirmer ou pour infirmer ces renseignements, mais on ne les entend jamais se prononcer. Il ne s'agit pas nécessairement d'organismes fédéraux. Dans de nombreux cas, c'étaient les organismes provinciaux qui avaient les données, mais rien n'était publié.

Pour quelqu'un comme moi qui en sait beaucoup sur la santé de cette population, c'est frustrant parce que c'est une bonne nouvelle, mais tout ce qu'on entend dans les médias, ce sont les mauvaises nouvelles. Les bonnes nouvelles ne sont jamais diffusées. Donc, je vous renvoie la balle, parce que je ne sais pas comment régler le problème et je trouve cette partie vraiment frustrante. Il y a des problèmes en aquaculture, j'en suis certaine, mais ceux qui semblent retenir l'attention — les médias — n'en font pas partie.

**M. John Weston:** Colleen.

**Mme Colleen Dane:** Je pense qu'il est vraiment possible de réaliser le transfert de la responsabilité réglementaire en décembre. Je pense que ce serait une bonne chose de s'assurer que les commentaires et les préoccupations que vous avez entendus et que vous entendez au cours de ces audiences ne restent pas lettre morte et occupent la place qu'on doit leur accorder dans ces règlements. Je crois également que s'assurer que le MPO a les ressources nécessaires pour pouvoir étudier les populations sauvages et l'écosystème comme un tout serait la clé.

De plus, pour ce qui est de l'innovation, je suis du même avis que Dave Brown: il est bon de toujours accorder son appui à la recherche et aux projets de collaboration. L'élevage en parc clos en est un, mais il y a aussi d'autres innovations qui peuvent être réalisées au sein de nos exploitations en cage d'élevage. Cette recherche ne peut qu'améliorer nos techniques actuelles.

• (1805)

**M. John Weston:** Y a-t-il quelqu'un d'autre?

**M. Iñigo Novales Flamarique:** J'aimerais simplement dire qu'à mon avis, il n'y a aucun scientifique au MPO en ce moment qui

comprend la mathématique sous-jacente aux modèles qui sont dans la documentation, et c'est une lacune importante.

Un des arguments que l'industrie et le MPO mettent toujours de l'avant, c'est qu'il pourrait y avoir beaucoup d'autres variables. Cependant, ces modèles mathématiques démontrent clairement qu'un seul facteur peut expliquer la prépondérance plus élevée du pou du poisson. Je ne parle pas de la question de savoir si cela se traduit par un taux de mortalité de 100 p. 100 ou non, mais le problème ne consiste pas à savoir si le MPO fera la recherche; il est de savoir si le ministère a le personnel nécessaire pour réaliser les modèles qui vont isoler les variables importantes et qui ont une influence sur le système. Actuellement, le MPO n'a pas cette capacité.

**M. John Weston:** Donc, par quel moyen pourrions-nous faire venir les bons scientifiques pour que les profanes comme nous puissions prendre les décisions? Où allons-nous?

**M. Iñigo Novales Flamarique:** Vous pourriez certainement avoir un colloque, et des universitaires de partout dans le monde pourraient y assister. Si vous regardez la situation en Norvège, par exemple, on y trouve pratiquement plus de saumons sauvages de l'Atlantique. Le problème n'est pas seulement le pou du poisson, mais il y a aussi un problème avec l'eutrophisation et bien d'autres choses. Si vous survolez la Norvège, il existe de vastes zones de verdure qui sont totalement anoxiques, ce qui est causé par les détritiques des fermes. Ce pourrait être résolu, par exemple, par le recours à des systèmes en parc clos.

Je pense que l'essentiel, c'est d'avoir des gens capables de faire la modélisation afin de déterminer — relativement aux taux de mortalité que l'on observe — quel est le principal facteur écologique. Cela peut être fait grâce à la modélisation mathématique, mais ce n'est pas actuellement l'une des solutions qu'envisagent le MPO, le ministère de l'Environnement ou tout autre...

**M. John Weston:** Donc, vous concluez que quelqu'un — peu importe qui est chargé des ressources humaines, du personnel ou de l'embauche — prend de mauvaises décisions relativement aux membres de l'équipe qui fait l'analyse. Vous aimeriez peut-être en faire partie.

**M. Iñigo Novales Flamarique:** Si vous voulez vraiment répondre à la question, la réponse est oui: les postes ne sont pas confiés aux bonnes personnes.

**M. John Weston:** Je vais partager le temps qui me reste — moins de deux minutes — avec mon collègue.

**M. Randy Kamp (Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission, PCC):** Merci.

Je ne sais pas tout à fait par où commencer. Je ne peux pas ignorer votre premier commentaire, monsieur Flamarique, lorsque vous avez dit que vous alliez commencer par parler des scientifiques qui n'ont pas d'intérêt pour cette question. Je suppose que vous vouliez parler de ceux qui étaient objectifs. Nous avons entendu le témoignage de M. Krkosek, qui fait du bon travail. Ensuite, vous avez mentionné Alexandra Morton, qui est manifestement intéressée par cette question.

**M. Iñigo Novales Flamarique:** Par rapport à cela, oui, c'est certain.

**M. Randy Kamp:** À l'origine, les travaux de M. Krkosek prédisaient que le saumon rose aurait déjà disparu; donc, quand il est venu témoigner, il a fait de son mieux pour corriger le tir parce que la situation avait changé, etc. Les choses sont un peu différentes.

Je pense que vous avez fait valoir votre point selon lequel nous devons considérer la question sous tous les angles, y compris les mathématiques. Comme mon collègue l'a dit, vous témoignez de la tâche qui nous attend. Ce groupe d'experts illustre le défi que nous devons relever, et nous avons la difficile tâche de séparer le vrai du faux.

• (1810)

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup de votre commentaire.

Monsieur Atleo, vous avez quelque chose à dire à ce sujet?

[Traduction]

**M. Keith Atleo:** Merci, monsieur le président.

Pour ce qui est de l'aquaculture, vous avez posé une question sur la façon de vous aider, et il est important d'entendre les deux côtés de l'histoire. Comme vous le savez, certaines des Premières nations en Colombie-Britannique s'opposent à la pisciculture et très peu d'entre elles travaillent en collaboration avec les fermes piscicoles.

Mon oncle me dit que oui, nous avons un accord avec la ferme piscicole. Mais l'entreprise de pisciculture est au courant que pour les Premières nations, la priorité est l'environnement et la façon dont nous en prenons soin, ce qui a toujours été notre principale préoccupation.

De plus, je sais que pour obtenir ces réponses, vous devrez aller dans les collectivités touchées. Nous vous remercions de nous avoir accueillis, mais vous obtiendrez davantage de réponses auprès des collectivités et des gens qui savent ce qui se passe. On peut bien avoir un scientifique qui vient dans notre collectivité trois jours par mois et qui obtient toutes ces données, mais nous y habitons. Nous y vivons, nous savons ce qui se passe. Nous ne sommes pas des scientifiques, mais nous savons comment la nature qui nous entoure fonctionne.

Et oui, nous sommes conscients que le pou du poisson est un problème. Il existe depuis des milliers d'années. Lorsque je faisais de la pêche à la traîne ou de la pêche à la senne, on ramassait un saumon et il y avait des millions de poux du poisson sur nos bateaux. Il y en avait. Et j'espère que le problème peut être résolu pour les collectivités parce que, comme l'a dit mon oncle, c'est un moyen de subsistance. Nous vivions de la pêche, mais c'est en train de disparaître lentement.

Merci.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Monsieur Cuzner, vous avez la parole.

[Traduction]

**M. Rodger Cuzner (Cape Breton—Canso, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président. Et permettez-moi de vous dire que vous faites un très bon travail.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci.

[Traduction]

**M. Rodger Cuzner:** Merci à tous de vos témoignages.

J'ai d'abord un commentaire, puis j'aurai deux ou trois questions. Au sujet de la discussion que John et Sonja ont eue, je pense qu'une grande partie de cette question résulte du fait que dans le passé, le gouvernement provincial jouait à la fois le rôle d'organisme de

réglementation et de promoteur de l'aquaculture. Et je pense que cela a entretenu une méfiance au sein de la collectivité en général, comme si on avait confié au chien la garde de la viande. Donc, je ne pense pas que le gouvernement ait considéré qu'il est possible que ce rôle d'organisme de réglementation ait été compromis. Donc, pour ce qui est de mériter et de gagner la confiance de l'organisme de réglementation, ce changement au MPO est peut-être un pas dans la bonne direction. Ce n'est qu'un commentaire.

Je veux demander à Keith s'il peut nous donner un aperçu des répercussions sur sa collectivité. Combien d'habitants compte votre collectivité, quel est le taux de chômage et combien de personnes travaillent dans l'industrie?

**M. Keith Atleo:** Environ 900 personnes vivent dans notre collectivité, dont à peu près 100 travaillent en aquaculture, mais il y a également des personnes qui vivent à Port Alberni et qui viennent d'Ahousaht, et certains membres de la collectivité Ahousaht travaillent à l'usine de transformation de Tofino. Donc, le nombre d'habitants varie durant l'année. Cela dépend du moment de la récolte, de sorte que ce chiffre fluctue. Je pense qu'il y a environ 175 emplois.

**M. Rodger Cuzner:** Très bien, et certains sont à temps partiel, d'autres, à temps plein.

Et la réponse à savoir ce qui se passait avec la montaison dans le Fraser cette année et le point culminant, bien sûr... Les élus voulaient y amener 25 avocats pour savoir quel était le problème. Quand vous avez un problème avec le poisson, vous faites appel à des avocats. C'est naturel.

Que dit la sagesse traditionnelle au sujet du point culminant? Et permettez-moi de vous dire ceci: si quelqu'un veut faire un commentaire sur l'hypothèse selon laquelle les fermes piscicoles sont nuisibles et contribuent à la chute récente des stocks, comparez la situation avec la grande montaison de cette année dans le Fraser. Par rapport à ce qu'on observait traditionnellement, comment se compare ce qui a eu lieu cette année?

• (1815)

**M. Keith Atleo:** Il faudrait que je demande à mon oncle...

**M. Rodger Cuzner:** Si vous êtes à l'aise de donner votre avis à ce sujet.

**M. Sydney Sam Senior:** Je ne suis pas scientifique, loin de là; je ne suis pas biologiste. Non, monsieur.

**M. Rodger Cuzner:** Mais traditionnellement, il y aurait...

**M. Sydney Sam Senior:** Je parlais à un aîné avant de venir ici, et il m'a dit que le saumon rouge est resté en un seul endroit, dans l'eau plus chaude, et il y avait beaucoup de nourriture. Donc, le poisson n'a pas migré comme il le fait normalement — pendant quatre ans — avant de revenir. Mais l'année où le poisson ne l'a pas fait, l'aîné m'a dit: « Ils sont de retour ici ».

**M. Rodger Cuzner:** Parce que l'eau était plus chaude.

**M. Sydney Sam Senior:** Oui. La température de l'eau fait une grande différence.

**M. Rodger Cuzner:** Je suis certain que la commission Cohen nous donnera l'heure juste.

**Une voix:** De tous ces avocats.

**M. Rodger Cuzner:** Barb ou Colleen, pourriez-vous nous dire ce que vous en pensez? Je suis certain qu'au sein de votre secteur d'activité, on parle d'élevage en parc clos — et des facteurs économiques qui y sont liés — depuis un certain temps. Pouvez-vous nous dire quels seraient les effets du recours à la technologie en parc clos sur le prix par livre, ou sur quoi que ce soit d'autre?

**Mme Colleen Dane:** Je n'ai pas de chiffres sur le prix par livre ou sur ce que cela signifierait. Actuellement, la technologie qui nous permettrait de transférer l'industrie — en raison de sa taille — sur le continent n'existe pas. La technologie est utilisée dans nos écloséries, évidemment, de sorte que certains éleveurs sont en fait en train de tracer la voie dans le domaine des réseaux de recirculation en parc clos. Mais il reste beaucoup de travail à faire avant que la technologie ne puisse être offerte à l'industrie dans son état actuel.

Ensuite, à mon avis, il y a d'autres questions auxquelles nous devons répondre pour savoir s'il s'agit d'une solution viable ou non. L'économie est certainement l'une d'entre elles, mais il y a celles sur les effets environnementaux qui en découleraient, sur la consommation d'énergie et la superficie au sol nécessaire à la réalisation d'un tel projet. On estime qu'une superficie équivalant à 7 500 terrains de football serait nécessaire pour faire place à l'industrie telle qu'elle est maintenant.

Il y a aussi la question de la santé du poisson. Nos vétérinaires se sont dit préoccupés par ce que cela signifierait, surtout si les consommateurs portent de plus en plus attention à la façon dont on traite les animaux. Les poissons devraient évidemment être élevés dans un milieu où la densité est plus élevée et vivraient toujours dans des réseaux de recirculation; ils ne pourraient donc pas avoir les périodes de repos dont ils profitent en mer à cause de la marée.

Donc, il reste beaucoup de travail à faire, mais l'industrie est rendue à cette étape, elle étudie la question et participe activement. Dans un même temps, elle s'assure aussi que les installations existantes satisfont aux normes les plus élevées.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Merci, monsieur Cuzner. Merci également du compliment, c'est toujours apprécié.

Monsieur Donnelly, c'est votre tour.

[Traduction]

**M. Fin Donnelly:** Merci, monsieur le président.

Je voulais simplement revenir sur le commentaire de Randy pour un instant, le commentaire sur la prédiction où M. Krkosek avait dit que le saumon rose serait une espèce éteinte à ce point-ci. Je pense que la dernière partie de la phrase qui devrait être incluse est la suivante: « compte tenu des pratiques de l'époque, demeurent inchangées ».

Ce qui s'est produit, c'est que cela a été l'élément déclencheur et je crois que l'industrie a commencé à utiliser Slice, un pesticide. Je sais que je n'ai pas beaucoup de temps, mais c'est de cela que je voudrais que l'on parle. J'allais demander à Sonja de faire un commentaire à ce sujet. Nous y reviendrons si nous avons le temps, mais nous avons aussi des restrictions et la même frustration relativement au manque de temps.

La question que je voulais poser, qui a été soulevée par M. Cuzner, poursuit dans la même veine que les commentaires de M. Davis au sujet du passage à l'élevage en parc clos et de la volonté politique de le faire. Si on recommandait de faire la transition vers un

système en parc clos — et cette question s'adresse à Colleen —, je me demande si vous appuieriez une telle recommandation.

J'aimerais simplement ajouter que j'ai visité une des fermes de Marine Harvest. J'ai fait une visite guidée et j'ai écouté les présentations. J'ai entendu et vu de première main, je pense, certaines des améliorations dans les pratiques de gestion dont j'entends parler depuis des années. Il semble bien y avoir eu beaucoup d'améliorations, ce qui pourrait — ou non — être une indication des améliorations à venir.

Enfin, je crois qu'on peut ajouter que nous allons visiter un éleveur américain de l'État de Washington dans un jour ou deux. Il y a une exploitation qui a été transférée en parc clos. Doit-on se préoccuper du fait que le marché américain pourrait devancer le marché canadien?

• (1820)

**Mme Colleen Dane:** Je vais commencer par la dernière question.

En comparaison avec l'industrie de la Colombie-Britannique ou d'autres régions productrices de saumon à l'échelle mondiale, cette ferme produit une très, très petite quantité de saumon. C'est une bonne idée d'aller la visiter. Manifestement, nous sommes attentifs et nous gardons l'oeil ouvert pour voir si le projet peut fonctionner et grandir, mais en ce moment, nous n'avons pas l'impression qu'il représente une menace pour notre marché.

Il y avait une question à savoir si...

**M. Fin Donnelly:** Je suis désolé, je crois avoir dit que la question s'adressait à M. Davis, et je voulais dire M. Brown. Je pense, monsieur Brown, que vous nous mettiez au défi. Si ce défi se présentait sous la forme d'une recommandation du comité, une fois son travail terminé, est-ce quelque chose que l'association appuierait?

**Mme Colleen Dane:** Nous appuierions des mesures qui favoriseraient la collaboration et la recherche, mais l'association ne soutiendrait pas une recommandation qui oblige l'industrie à rendre des comptes ou la force à emprunter cette avenue sans lui accorder le soutien nécessaire pour diriger ce projet d'innovation.

**M. Fin Donnelly:** J'ai une question complémentaire. Je pense qu'il y avait 16 recommandations qui sont ressorties du Pacific Salmon Forum. Il y a un certain nombre d'années, une de ces recommandations était de passer en parc clos. Donc, je présume qu'à l'époque, vous n'étiez pas d'accord avec ces recommandations non plus.

**Mme Colleen Dane:** Je ne peux pas vous parler de ces recommandations. Je suis encore assez nouvelle dans l'industrie. Il y a eu du travail de recherche et nous nous sommes employés à établir des relations, au moment même où nous nous dirigeons vers l'innovation et la recherche relativement à la technologie en parc clos. Par conséquent, je ne dirais pas que les recommandations ont été ignorées. Mais nous avons besoin de temps, de progrès et nous devons consolider nos liens à mesure que nous progressons.

**M. Fin Donnelly:** Étant donné que je n'ai pas encore entendu la cloche sonner, Sonja, voulez-vous faire des commentaires sur Slice et son utilisation? Les remarques précédentes me portent à croire que vous vouliez faire un commentaire.

**Mme Sonja Saksida:** Votre commentaire a été que, lorsque vous avez repris Randy Kamp, au sujet du commentaire sur la fin de la montaison du saumon rose, je crois... En réalité, j'ai fait le travail original sur Slice et son utilisation dans l'industrie. Je surveille la situation depuis 2003, année où le gouvernement provincial a établi les critères de traitement, qui n'ont pas changé. Ce que nous observons chez le pou du poisson, chez le saumon rose et à la ferme peut être lié à la façon dont on utilise Slice, mais la fréquence d'utilisation n'a pas changé.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup, monsieur Cuzner.

Avant de céder la parole à M. Kamp, j'aimerais apporter un élément d'information. Vous avez fait allusion à une recommandation du forum. Je peux simplement vous la lire: concevoir et mettre à l'essai un système expérimental d'élevage de saumon en circuit fermé à l'échelle commerciale. La recommandation précise cela en suggérant: de créer immédiatement un comité technique indépendant chargé de recommander un cahier des charges pour un projet de démonstration à l'échelle commerciale d'élevage du saumon en circuit fermé. On suggère aussi: dès que les paramètres techniques seront convenus, que le gouvernement provincial, de concert avec d'autres parties intéressées, publie une demande de proposition pour que le projet de démonstration récupère ces déchets et réduise le risque de contamination du milieu naturel, notamment, ou du poisson ou de maladies. Voilà!

Monsieur Kamp, vous avez la parole.

[Traduction]

**M. Randy Kamp:** Merci, monsieur le président. Je vous remercie de l'avoir signalé. J'allais le faire aussi. La recommandation du forum ne concernait pas quelque chose à grande échelle, tout est orienté vers la technologie en parc clos. L'idée était d'essayer de savoir si un projet pourrait être mis en place pour démontrer si c'était viable, etc.

J'ai une question — peut-être que M. Cannan en a une ou deux aussi — et elle s'adresse à Dave Brown. Nous nous sommes déjà parlé, et je vous sais gré du travail que vous — et votre groupe — faites et de celui des divers groupes consultatifs du domaine de la pêche sportive. Je sais que la préservation des poissons sauvages vous tient à cœur, et nous en sommes reconnaissants. Vous avez des idées bien arrêtées sur les répercussions de l'aquaculture là-dessus. Travaillez-vous avec autant de passion sur d'autres choses qui auront certainement des effets négatifs sur les poissons sauvages, des choses comme la foresterie, l'agriculture, l'utilisation des plans d'eau, le développement industriel et le reste? Il y a probablement consensus que ce genre de choses a de graves effets négatifs sur les écosystèmes aquatiques si on ne les réglemente pas comme il le faut. Êtes-vous engagé dans ce genre de choses aussi?

● (1825)

**M. Dave Brown:** Oui. En fait, il est intéressant que vous souleviez ce point. N'allez pas croire que je suis ici aujourd'hui pour affirmer que le lien avec l'élevage du saumon est la seule réponse à la diminution des stocks dans la côte Ouest et à tout ce qui pourrait s'ensuivre; il y a évidemment d'autres facteurs. J'ai moi-même siégé au Comité de planification d'utilisation de l'eau de Cheakamus, mais je préfère parler de notre groupe et du groupe que nous avons établi avec John. Grâce à l'encouragement et au dévouement de John, nous avons commencé à tenir des réunions initialement pour discuter de l'effondrement des stocks de saumon rouge du fleuve Fraser et des liens possibles avec l'aquaculture. Par la suite, notre groupe a commencé à envisager des mesures pour améliorer l'habitat.

Dans notre région, nous examinons plus précisément le bassin hydrologique de la rivière Squamish. Grâce au financement accordé par le gouvernement fédéral, nous avons pu accomplir certains de nos projets régionaux. Nous avons procédé à la mise en oeuvre de quelques projets supplémentaires en matière d'habitat qui, selon nous, favoriseront le retour du saumon au bassin hydrologique de la rivière Squamish, qui se compose en fait de cinq rivières.

Les membres de notre groupe se sont rencontrés il y a environ 10 jours pour aller examiner un de nos projets, à savoir un bassin latéral pour le frai de saumon. Il y avait alors une plateforme d'observation. Quand nous sommes arrivés sur les lieux ce jour-là, nous avons vu que des gens étaient là pour observer des saumons sauvages, plus précisément des saumons kéta en période de fraie. C'était assez spectaculaire. Il y avait aussi bien des enfants que des adultes.

À mon avis, l'éducation et l'amélioration de l'habitat constituent un des principaux facteurs pour l'accroissement de nos stocks de saumon. C'est certainement un élément que le comité ne devrait pas négliger. Nous ne voulons pas nous attarder à un seul problème, mais je crois que si nous pouvons faire de petits pas et travailler ensemble en tant que groupe, nous pouvons réaliser de grandes choses. C'est ce que notre groupe a entrepris de faire et, à mon sens, nous avons réalisé des choses assez importantes — des petits pas qui, pris ensemble, représentent de grands progrès.

Mais j'estime qu'il est important de chercher à réduire au minimum les incidences sur le saumon sauvage. Voilà pourquoi notre comité a jugé que c'était un bon partenariat pour essayer d'encourager les deux parties à travailler ensemble et à envisager les parcs clos comme une option.

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Ron.

**M. Ron Cannan (Kelowna—Lake Country, PCC):** Merci, monsieur le président, et merci à nos invités de ce soir. C'est une discussion très instructive. Pour reprendre les paroles de mon collègue M. Weston, la difficulté consiste à séparer le bon grain de l'ivraie — comme on le dit dans les Prairies.

Je suis nouveau au comité et je viens de la vallée de l'Okanagan. Nous aimons consommer du poisson sauvage — nous pêchons surtout le saumon kokani —, et beaucoup de pêcheurs sportifs de ma circonscription aiment se rendre à la côte. Mais certains électeurs m'ont également fait part de préoccupations relativement aux piscifactures.

Je voudrais revenir un peu sur la question des parcs clos. D'après ce que j'ai lu, c'est essentiellement un système de production de poisson qui crée une interface contrôlée entre le poisson d'élevage et l'environnement naturel.

Ma question s'adresse peut-être à Mme Dane ou à Mme Cannon — qui, soit dit en passant, n'a aucun lien de parenté avec moi; c'est la première fois qu'on se rencontre. Nous devrions peut-être faire notre arbre généalogique. Qui sait? Peut-être que la voyelle a changé en cours de route durant le processus d'immigration de nos ancêtres Écossais. J'apprécie vos réponses ce soir et je me demande si vous pourriez apporter quelques précisions sur cette question du point de vue de l'industrie.

J'ai eu l'occasion aujourd'hui de visiter, avec les autres membres du comité, la ferme piscicole West Coast Fish Culture et de rencontrer Ward Griffioen, qui semble être un vrai chef de file et visionnaire dans l'industrie. Selon lui, les parcs clos seraient près de 800 fois plus coûteux en ce qui concerne leur incidence sur notre écologie et la consommation d'énergie.

Je me demande si votre industrie a fait une analyse quelconque de l'incidence des parcs clos. C'est ce que semble préconiser le public, y compris les pêcheurs sportifs, mais est-ce une option réaliste?

• (1830)

**Mme Colleen Dane:** Il y a encore beaucoup à faire avant même de pouvoir prendre cette décision. D'abord, la technologie doit être disponible, puis on doit évidemment régler les autres questions — les effets sur l'environnement et, comme vous l'avez mentionné, sur l'énergie —, sans oublier l'incidence économique qui est un autre élément important.

L'association elle-même n'a pas fait d'analyse sur les coûts directs, mais certains des chiffres que nous avons vus pour de petits projets laissent entendre que, pour l'instant, ce ne serait pas faisable sur le plan économique. Mais comme je l'ai dit, nous souhaitons continuer à examiner la technologie à mesure qu'elle se déploie. Nos entreprises sont là et elles contribuent à cette innovation. À mesure que nous travaillerons ensemble, nous devons déterminer les options qui s'offrent à nous.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup, monsieur Cannan.

Mesdames et messieurs, merci beaucoup d'avoir pris le temps de nous expliquer ce que vous avez fait, au cours des dernières minutes.

Je vais maintenant ajourner la séance pour le petit lunch, qui nous permettra de respecter nos tours de taille respectifs, et nous reviendrons à 19 h 10. Merci.

• (1830)

(Pause)

• (1920)

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Nous allons maintenant reprendre nos travaux. J'aimerais remercier de leur patience les personnes qui vont prendre la parole dans quelques instants. J'en appelle à votre discipline, tout comme je l'ai fait pour les témoins que nous avons eus auparavant, qui se sont montrés très disciplinés et collaborateurs. Cela a permis un meilleur échange entre eux et les membres du comité. Je vais donc demander à chacun des groupes de faire une présentation de cinq minutes. Nous avons cinq groupes devant nous aujourd'hui.

L'idée est la suivante. Les députés qui vous poseront des questions par la suite vont pouvoir très facilement revenir sur les sujets que vous avez abordés. On pourra donc les approfondir. S'il vous vient à l'esprit d'autres commentaires ou éléments dont vous voudriez que les membres du comité prennent connaissance, ne vous gênez pas de nous les transmettre. Tout ne se termine pas avec les témoignages. On pourrait plutôt dire que tout commence avec les témoignages. Il vous sera possible de nous faire parvenir par écrit des commentaires supplémentaires, si vous en avez. Je vous remercie beaucoup de votre éventuelle collaboration.

Je donne tout de suite la parole à Mme Catherine Stewart.

[Traduction]

**Mme Catherine Stewart (gérante, Salmon Farming Campaign, Living Oceans Society):** Merci beaucoup.

Je suis la gérante de campagne pour la Living Oceans Society. Notre groupe est membre de la Coastal Alliance for Aquaculture Reform. J'aimerais remercier le comité d'être venu en Colombie-Britannique. Je remercie également les Premières nations qui ont accepté que cette réunion se tienne sur leurs terres ancestrales.

Comme le nom de notre coalition le suggère, nous ne sommes pas contre l'aquaculture. Nous travaillons à la réforme de l'aquaculture. Nous croyons que l'aquaculture a un rôle important à jouer pour répondre à la demande du marché des produits de la mer, qui se font de plus en plus rares à l'échelle mondiale. Nous estimons également que les emplois dans les collectivités côtières sont très importants.

Toutefois, j'aimerais soulever une question à propos du nombre d'emplois. Le comité législatif spécial sur l'aquaculture, à l'échelle provinciale, a commandé un rapport indépendant dans lequel il est conclu que l'industrie en Colombie-Britannique crée un total de 2 900 emplois directs, indirects et induits. Par contre, la British Columbia Salmon Farmers Association cite constamment un rapport de PricewaterhouseCoopers selon lequel il existe 6 000 emplois. Nous invitons l'association à transmettre ce rapport aux parties intéressées. À ce jour, il n'y a eu aucune transparence, et il est difficile de savoir comment ces chiffres ont été calculés. Mais peu importe le nombre d'emplois, nous reconnaissons leur importance.

Même si nous sommes convaincus de la place de l'aquaculture en Colombie-Britannique, bien des éléments de preuve montrent que les pratiques actuelles ne sont pas viables et que l'industrie doit changer. La CAAR essaie depuis dix ans d'apporter un tel changement et, au cours des cinq dernières années, nous avons travaillé assidûment avec le plus grand producteur de saumon au monde, Marine Harvest, et sa division canadienne, dans le cadre d'une collaboration constructive, pour essayer de trouver des solutions mutuellement avantageuses.

Sachez que ce travail a déjà porté fruit, comme en témoignent les quelques modifications apportées à des pratiques qui se rapportent directement aux questions soulevées par les prévisions de M. Krkosek sur la disparition d'une génération. Ainsi, des changements ont été apportés dans l'archipel de Broughton en conséquence directe de la collaboration de la CAAR avec Marine Harvest. On a procédé à la mise en jachère de certaines piscifactoreries ou à leur transfert dans des chenaux de remplacement pendant la période de migration de sortie vers la mer du jeune saumon sauvage. Par ailleurs, Marine Harvest a entrepris un traitement proactif du pou du poisson durant la période de migration de sortie vers la mer, quand les chiffres atteignent le seuil de déclenchement. L'industrie aime critiquer les travaux de M. Krkosek, mais force est de constater que le statu quo n'a pas changé.

À mesure que le comité entend le débat scientifique sur les éléments de preuve concernant le pou du poisson, je crois qu'il est important de reconnaître la position du MPO non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle internationale. Par exemple, dans un rapport produit en janvier 2010 pour l'Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord, ou la NASCO, le ministère affirme ce qui suit: « Les données relatives à l'aquaculture portent surtout sur les activités maritimes car il est généralement admis que cet élément de la salmoniculture présente les principaux risques pour le saumon sauvage. » Donc, il se peut qu'à l'échelle nationale, le MPO conteste et réfute les éléments de preuve, mais il les accepte clairement sur la scène internationale.

Cela fait depuis 10 ans que nous encourageons une transition vers les parcs clos. Living Oceans et les groupes membres de la CAAR ont exhorté le comité à recommander un investissement fédéral important dans des projets pilotes de parc clos non seulement pour mettre à l'essai la technologie et analyser les répercussions en matière de coûts, mais aussi pour commencer à répondre aux changements qui ont lieu sur le marché.

Les États-Unis constituent notre principal marché pour le saumon d'élevage en Colombie-Britannique: 85 p. 100 du saumon que nous produisons va aux marchés américains. Ces marchés sont en évolution. Les magasins Target aux États-Unis ont abandonné, à l'échelle nationale, la vente du saumon d'élevage et, dans les heures qui ont suivi cette annonce, la valeur de leurs titres a bondi de 4 p. 100. Par ailleurs, Safeway a écrit au gouvernement fédéral du Canada pour encourager des investissements dans les parcs clos. Nous avons remis à Travis une copie de cette lettre. J'espère qu'on vous l'a distribuée. Si elle n'a pas encore été traduite, je suis sûre que vous recevrez la traduction sous peu.

Comme vous le savez sans doute, Overwaitea Food Group vend déjà du saumon élevé en bassin hermétique dans ses magasins de l'Ouest du Canada. Federated Co-Ops, Compass Canada — un important fournisseur — la ville d'Ottawa, l'Université d'Ottawa, des institutions et des hôpitaux n'offrent plus de saumon d'élevage en cage en filet, à cause des préoccupations en matière de durabilité.

Il y a des incidences non seulement sur le poisson sauvage, mais aussi sur les écosystèmes océaniques. À notre sens, bon nombre des préoccupations ne sont pas nécessairement valables. Nous avons travaillé avec Marine Harvest sur leur projet pilote de parc clos. Malgré les rumeurs voulant que l'industrie délaisse le nord de l'île et la Colombie-Britannique, Marine Harvest cherche activement un site pour son projet sur l'île de Vancouver, plus particulièrement dans le nord de l'île.

• (1925)

Les parcs clos exigent des terres à prix raisonnable et beaucoup d'eau fraîche, ce qu'on ne trouve pas à Los Angeles.

Les magasins cherchent un approvisionnement supplémentaire. Il importe de noter qu'Overwaitea n'exige pas de prime pour le saumon élevé en circuit fermé qu'elle vend. Elle nous a dit qu'il y a assez de marge de profit pour le producteur et le détaillant, si bien qu'il n'est pas nécessaire de procéder à une bonification.

Nous croyons que la Colombie-Britannique présente d'énormes avantages — son expérience en pisciculture, ses marchés établis, ses terres, ses eaux douces et ses sources de carburant non fossile — et nous vous encourageons fortement à entreprendre une enquête détaillée sur les parcs clos.

Merci.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

La parole est maintenant à Mme Young.

[Traduction]

**Mme Michelle Young (salmon Aquaculture Campaigner, Georgia Strait Alliance):** Merci de nous donner cette occasion.

Je m'appelle Michelle Young et je travaille avec la Georgia Strait Alliance en tant que responsable de la campagne de salmoniculture. La GSA se penche sur une vaste gamme de questions touchant l'environnement marin de cette région, mais je vais m'attarder sur les piscifactories.

Mon travail consiste, en grande partie, à effectuer des recherches sur ce qui se passe réellement dans les piscifactories de saumon et à surveiller les sujets de préoccupation, comme les niveaux de pou du poisson dans les piscifactories durant le traitement des stocks et la capture, les niveaux de population, les fuites de poissons, les épidémies, etc. Si je me fie à mon expérience, il y a un manque de transparence dans cette industrie.

Ces dernières années, les deux principales piscifactories en Colombie-Britannique ont commencé à publier, sur leur site Web respectif, leurs données sur le pou du poisson. Marine Harvest le fait depuis plus longtemps, et ses données sont les plus détaillées. Mainstream Canada, pour sa part, a commencé à publier ses données cette année. Toutefois, ces données sont si minimes qu'elles fournissent peu de renseignements utiles et peuvent parfois être trompeuses. Elles ne portent que sur le pou du poisson au stade adulte et pré-adulte et se limitent à une des deux espèces de pou qui sévissent généralement dans les piscifactories. À ma connaissance, personne ne s'est penché sur l'impact de la deuxième espèce de pou, du nom de caligus, ni sur ses effets sur le hareng et d'autres poissons par rapport à la présence de ces piscifactories.

Par souci de précaution, devrions-nous permettre l'existence de ces installations si nous n'avons même pas encore posé ces questions?

Pas plus tard que la semaine dernière, j'étais en train de faire des recherches sur les niveaux de pou dans des piscifactories dans la région des îles Discovery, et les données concernant la pisciculture Mainstream Brent Island ne montraient aucun cas de pou en octobre. Mais il est plus probable qu'elle n'ait pas fait le décompte parce qu'elle n'est pas obligée de le faire quand elle capture moins de trois cages de poissons. Je me suis rendue là, et elle avait toujours trois cages de poissons non traités; bref, nous ignorons la quantité de poux dans cette pisciculture, ce qui est très troublant.

L'installation de Mainstream qui se trouve juste en face du chenal Okisollo, à Venture Point, a traité ces poissons en septembre, mais on ne trouve aucune information, dans son tableau, sur les causes de la culmination des niveaux de poux, ni les dates de leur décompte et de leur traitement, ou le niveau actuel de poux et le temps qu'il a fallu pour traiter le poisson. Grieg Seafood a également une installation dans le chenal Okisollo, mais elle ne déclare aucune donnée de pou du poisson.

La raison pour laquelle ces piscifactories particulières m'inquiètent, c'est leur proximité à la pisciculture de Marine Harvest dans le chenal Okisollo Channel, qui vient de rapporter 22 motiles de *Lepeophtheirus* par poisson en septembre. Ces niveaux élevés surviennent dans la région des Wild Salmon Narrows, où nous demandons le retrait de cinq piscifactories à titre de mesure d'urgence. Il s'agit d'une route migratoire essentielle pour le jeune saumon, y compris le saumon rouge du fleuve Fraser. Pourtant, il nous est pratiquement impossible de savoir ce qui se passe sur ces installations.

À l'heure actuelle, au moins quatre autres piscifactories dans la région des îles Discovery ont dépassé le niveau de trois poux mobiles; deux autres installations affichent une tendance à la hausse et ne montrent aucun compte pour le mois d'octobre.

Même si nous entendons beaucoup parler de la capacité de l'industrie de contrôler le pou du poisson durant la migration de sortie du jeune saumon, les niveaux de poux du poisson sont toujours à la hausse, et il y a encore de jeunes poissons dans la région. Rien ne semble démontrer que quelqu'un ait examiné des échantillons de jeunes saumons dans les îles Discovery pour détecter la présence de poux du poisson en cette période de l'année.

Ces niveaux élevés surviennent juste après qu'une nouvelle étude publiée la semaine dernière sur les niveaux de poux dans la même région montre des niveaux élevés de poux du poisson dans les régions dotées des piscifactories de saumon en cage en filet en Colombie-Britannique. Les chiffres les plus élevés se trouvaient dans les îles Discovery, où la salmoniculture est la plus intense.

L'année dernière, un groupe de réflexion composé de scientifiques s'est réuni à l'Université Simon Fraser pour étudier le déclin des stocks de saumon rouge du fleuve Fraser; le groupe a publié un rapport dans lequel il a proposé des mesures à prendre. Parmi ses recommandations, le groupe a proposé, comme mesure de précaution, le retrait des piscifactoreries le long des routes migratoires du saumon, ce qui correspond à notre demande de retirer ces cinq piscifactoreries dans la région de Wild Salmon Narrows.

Les données sommaires sur les maladies régionales dans les rapports annuels sur la santé du poisson de la Colombie-Britannique essaient également de vendre l'image d'une industrie aquacole transparente. Nous devons voir toutes les données pour être en mesure d'évaluer les impacts potentiels. Nous devons connaître, à tout le moins, les maladies survenues dans les piscifactoreries, pendant combien de temps le poisson malade est resté dans l'eau et les mesures qui ont été prises pour la prévention et la quarantaine de ces maladies. Bien que de nouveaux règlements fédéraux soient élaborés, il faut lever le voile du secret sur les maladies dans les piscifactoreries. Nous avons besoin de données détaillées et rapides non seulement sur les maladies et les poux du poisson d'une installation à l'autre, mais aussi sur la capture accessoire et la fuite de poissons, ainsi qu'un préavis sur les médicaments et les produits chimiques utilisés à l'intention des pêcheurs dans ces régions.

Pour accroître la transparence, le MPO doit imposer une étude plus minutieuse de cette industrie et mettre fin à sa promotion de pratiques actuelles, entre autres l'information qui se trouve sur sa page Web intitulée « Mythes et réalités — Élevage du saumon — », que je vous encourage à consulter, si vous ne l'avez pas déjà fait.

● (1930)

Devant tant de questions sans réponse, le MPO ne devrait pas promouvoir un programme d'expansion de la pisciculture, surtout quand l'enquête de la Commission Cohen n'est pas encore terminée et qu'on travaille toujours à l'élaboration de règlements fédéraux. Le MPO doit protéger nos ressources marines par le retrait urgent des parcs en filet sur les routes migratoires du saumon sauvage, entre autres à Wild Salmon Narrows, et entreprendre immédiatement la transition de cette industrie vers l'aquaculture en parc clos, tout en offrant un soutien réglementaire et financier.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Monsieur Sewid, c'est à vous.

[Traduction]

**M. Tom Sewid (directeur exécutif, Division Colombie-Britannique, Aboriginal Adventures Canada):** [Le témoin s'exprime en langue kwakiutl.]

Je tiens à remercier les chefs héréditaires et les membres des Premières nations N'Quatqua, ainsi que ceux de la Première nation de Homalco.

Je m'appelle Tom Sewid. Je suis l'ancien président du groupe Aboriginal Tourism British Columbia et l'ancien directeur général d'Équipe Canada – Tourisme autochtone. En 1991, quand j'étais vice-président de la Commission territoriale des pêches de Kwakiutl, à pas plus d'un kilomètre d'ici, j'avais pris la parole, dans une salle d'hôtel comme celle-ci, devant une personne d'Ottawa, accompagnée d'un groupe d'experts. Je crois que c'était Mifflin ou Fraser; je ne m'en souviens plus. Mais la discussion portait sur le saumon dans le bassin du fleuve Fraser. Dans ma déclaration, je disais qu'il nous fallait vraiment examiner la SRAPA, c'est-à-dire la Stratégie relative aux pêches autochtones.

Aujourd'hui, en tant que dirigeant d'Aboriginal Adventures Canada, je n'exagère pas en disant que si nous n'avons pas de stocks de saumon, nous n'aurons pas d'industrie du tourisme parce que cela influe directement sur les prises régionales des ours bruns, des épaulards, des dauphins, des aigles et de tout le reste. Et les scientifiques diront que cela favorise la croissance des forêts; je les crois.

Par conséquent, pour assurer la durabilité de cette ressource, c'est-à-dire le retour du saumon à notre réseau hydrographique, nous devons examiner tous les facteurs qui sont à l'origine de sa disparition intermittente. J'avais bon espoir en 1991 lorsque j'ai été libéré de mes fonctions de capitaine d'un sennear pour la Canadian Fishing Company du groupe Jimmy Pattison. Je me disais qu'un jour, les saumons rouges reviendraient en grand nombre. C'est ce qui s'est passé en 2010. Heureusement, j'étais à bord d'un sennear et j'ai bien profité de cette saison de pêche au saumon.

L'année dernière, je n'avais pas une seule boîte de saumon en conserve dans mon garde-manger, ni l'année d'avant. Que s'est-il passé? Eh bien, tout le monde a ses propres raisons. Tout est là. Mais nous devrions peut-être nous poser d'autres questions, notamment celle de savoir pourquoi il y a des flotteurs de filets dérivants sur les côtes de Haida Gwaii, comme me le rapportent des amis. Quand j'habitais là il y a deux ans, c'est ce que j'avais observé. Comment se fait-il que les magasins d'escompte vendent maintenant, à des prix si bas, des boîtes de saumon en conserve provenant d'endroits comme la Thaïlande et d'autres pays de la région du Pacifique, alors qu'on ne trouve pas de saumon dans leurs rivières?

Comment se fait-il qu'on commence à observer cette année, sur les ponts des navires de pêche, des saumons ayant des cicatrices qui ne sont d'ailleurs pas causées par le pharaon, un poisson des eaux profondes qui avait nui à notre population de saumon dans les années 1990? Maintenant, on observe des marques de phoque, ce qui est normal. Mais il y a aussi trois entailles: le calmar de Humboldt. J'ai des photos de calmars de Humboldt sur les côtes de Haida Gwaii. Il s'agit maintenant d'une pêche sportive sur la côte Ouest de l'île de Vancouver et au large de l'État de Washington. Alors, nous devons examiner tous les facteurs qui expliquent pourquoi le saumon rouge et d'autres espèces de saumon disparaissent par périodes intermittentes.

Mais dans le cadre des témoignages que vous allez entendre, une des choses que vous devez comprendre, c'est qu'en tant que membres des Premières nations, nous sommes plus Canadiens que les Canadiens. Et à la suite des décisions rendues par la Cour suprême du Canada, nous avons des droits supérieurs à ceux des Canadiens moyens. Nous avons maintenant le droit de travailler avec des entreprises pour mettre en œuvre des projets de barrages au fil de l'eau dans nos réseaux hydrographiques sur nos territoires traditionnels.

Nous pouvons également travailler avec les exploitants de parcs éoliens. On entend tout le monde dire que la pisciculture terrestre, par l'entremise de parcs clos, n'est pas viable ni faisable. Eh bien, si les Autochtones ont accès à de l'électricité à bon marché, produite sur leurs territoires traditionnels, alors cette option devient faisable.

Mais il vous appartient, en tant que dirigeants au niveau fédéral, de changer les politiques pour que nous, les Autochtones, puissions tirer plus de revenu et partager les capitaux propres avec l'industrie de l'aquaculture. Et c'est un élément crucial parce qu'une fois rendus là, nous pouvons envisager de travailler avec le gouvernement fédéral pour changer une politique obsolète en matière de pêches qui interdit le pacage marin. Pourtant, cette pratique rend les rivières très productives.

Les Autochtones s'y adonnaient depuis la nuit des temps. Allez au musée et regardez la boîte qui a été conçue pour déplacer les œufs fertilisés d'un réseau fluvial à l'autre. Pourtant, en vertu de la politique du MPO, nous ne pouvons pas le faire. Il y a des frayères, des canaux sinueux dans le réseau hydrographique à Phillips Arm et dans ma rivière, la rivière Kakweiken, en plein milieu de l'archipel Broughton. Toutefois, en raison de la politique du MPO et des compressions budgétaires, il n'y a pas de fonds pour enlever les sédiments et les embâcles de billes de bois. En tout cas, si nous travaillons tous ensemble, nous pourrions avoir la mainmise sur les prises dans les rivières, d'une façon ou d'une autre. Et vous avez intérêt à avoir le budget nécessaire pour assurer la durabilité de ces rivières.

Un des plus gros obstacles, à l'heure actuelle, c'est la politique désuète sur l'unicité génétique du saumon dans un réseau hydrographique donné. Voyons donc! On trouve dans la région des Everglades plus de 20 p. 100 d'espèces qui vivent dans la forêt tropicale et les marécages à cause des navires en provenance d'Europe et d'ailleurs. Tout dans la vie est en changement perpétuel. Nous devons nous y accommoder. Et une des meilleures façons d'accroître les stocks de saumon sur cette côte, c'est de travailler avec les Premières nations, c'est-à-dire nous accorder plus de droits relativement à nos territoires traditionnels.

• (1935)

*Halla Kas La.*

Que la paix soit avec vous.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup, monsieur Sewid.

Monsieur Kingwell, vous avez la parole.

[Traduction]

**M. Hugh Kingwell (président, Powell River Salmon Society):** Merci, monsieur le président.

Vous n'aurez probablement pas besoin de régler le minuteur pour moi parce que je n'ai pas l'intention de parler trop longtemps.

Je représente aujourd'hui la Powell River Salmon Society, qui se trouve, bien entendu, dans la région de Powell River. Il s'agit d'une petite écloserie financée dans le cadre du programme général de mise en valeur des salmonidés, sous l'égide du Programme de développement économique des communautés, soit le PDEC. Notre fonction au sein de la collectivité diffère quelque peu de celle des grandes installations de production. Nous ne nous contentons pas de la production piscicole, bien que la quantité de poissons que nous produisons soit assez importante. Nous nous occupons également de la sensibilisation de la population, de la restauration de l'habitat ainsi que des pratiques et des programmes d'éducation en matière de conservation dans l'ensemble de notre collectivité et dans les courants d'eau où nous menons nos activités.

Notre personnel se compose de trois employés rémunérés qui travaillent dans le cadre de notre programme des salmonidés, mais le

reste des dix administrateurs et moi-même travaillons à titre de bénévoles pour assurer le maintien de la société. Nous offrons également des emplois à temps partiel, sur une base saisonnière. Alors, nous pensons avoir une assez bonne présence économique dans une collectivité relativement petite.

En ce qui concerne l'aquaculture — qui est, me semble-t-il, l'objet des discussions d'aujourd'hui —, nous ne participons pas directement au débat actuel sur les avantages et les désavantages de cette industrie. En fait, ce n'est pas notre domaine de travail. Mais nous ne sommes pas impassibles à toutes les discussions qui ont lieu depuis plusieurs années parce qu'elles soulèvent beaucoup de questions pour nous. Disons que, de façon générale, nous appuyons l'industrie de l'aquaculture dans notre région. Elle procure de l'emploi à la population locale. Elle sert de moteurs économiques, à la fois directs et indirects, au sein de nos collectivités.

Sachez que nous exploitons divers types de fermes piscicoles: des établissements conchylicoles, des piscifactoreries de saumon, des parcs en filet dans des lacs d'eau douce et d'eau salée. En fait, nous ne les exploitons pas dans notre secteur riverain direct, mais ailleurs dans notre zone régionale.

Malgré notre soutien général à l'industrie de l'aquaculture ainsi qu'aux emplois et aux moteurs économiques qu'elle procure, nous avons des questions et des préoccupations concernant l'aquaculture dans son ensemble. Une de nos plus grandes préoccupations — dont on me fait part à l'échelle locale —, c'est le manque de prise en charge de l'industrie pendant sa transition du provincial au fédéral, c'est-à-dire son transfert au ministère des Pêches et des Océans. Cette transition semble avoir entraîné, du moins à notre avis, une absence de prise en charge.

Nous avons des réserves quant à la position conférée à la province, qui sera en mesure d'administrer des licences pour les piscifactoreries, même après la transition, alors que le ministère des Pêches et des Océans assumera la responsabilité générale de la réglementation de ces exploitations. Nous craignons de nous retrouver dans une situation semblable à celle des courants d'eau douce pour lesquels on délivre des permis qui dépassent de loin la capacité de la région visée. C'est une situation que nous constatons souvent dans les permis d'utilisation des eaux.

Nous assumons un peu le rôle d'observateurs qui restent à l'écart, mais quand nous entendons le débat sur des rapports scientifiques conflictuels, nous nous inquiétons. Nous sommes assis ici, à entendre tout ce que les gens disent: certains affirment que nos océans disparaîtront dans trois ou quatre ans et qu'il n'y aura plus de saumon, tandis que d'autres disent qu'il n'y aura aucun impact. Nous essayons donc de comprendre la logique derrière ces deux points de vue. Pour vous dire franchement, nous ne croyons à aucune des deux versions. Nous ne sommes pas aussi stupides que certains propos veulent bien le laisser croire, mais nous sommes préoccupés par le fait que le ministère des Pêches et des Océans ne soit pas intervenu dans le débat. Non seulement le ministère ne s'est pas occupé des questions dont nous sommes saisis, mais il ne nous a pas fourni des points de vue équilibrés sur les preuves scientifiques disponibles. Nous ne voulons pas vraiment entendre ce qu'ont à dire les mercenaires des deux camps.

En tant que société sans but lucratif qui produit du poisson, nous sommes évidemment inquiets que les poissons soient placés dans les mêmes environnements que ces piscifactures. S'il y a bel et bien des effets négatifs, nous voulons savoir de quoi il s'agit et nous voulons qu'ils soient gérés, parce que ce n'est pas dans notre intérêt. Nous produisons du poisson et nous tenons à sa survie ou, à tout le moins, à son retour.

J'ai déjà parlé de la question des licences. Nous sommes préoccupés par le fait qu'il existe maintenant un dédoublement des compétences: la délivrance de licences relève des provinces, alors que la réglementation et le contrôle relèvent du gouvernement fédéral par l'entremise du ministère des Pêches et des Océans.

C'est tout ce que j'avais à dire

Merci.

● (1940)

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Connors.

[Traduction]

**M. Brendan Connors (candidat au PhD, Département de biologie, Simon Fraser University, à titre personnel):** Merci, monsieur le président. Bonsoir.

Je vous remercie infiniment de m'avoir invité à comparaître devant vous ce soir. Je serai bref.

Je m'appelle Brendan Connors. Je suis un candidat au doctorat à l'Université Simon Fraser, dans le département des sciences biologiques. Je travaille là depuis presque cinq ans maintenant et j'ai mené beaucoup de recherches sur les divers aspects des interactions entre le saumon d'élevage et le saumon sauvage. Mes travaux de recherche s'appuient, d'une part, sur des observations intenses sur le terrain et des expériences de contrôle et, d'autre part, sur la synthèse des séries de données actuelles sur les populations de saumon et de poux du poisson. Je travaille en collaboration avec des scientifiques d'autres établissements universitaires, d'organisations non gouvernementales et du ministère des Océans et des Pêches afin de dégager les interactions entre le poisson d'élevage et le poisson sauvage. À ce jour, j'ai publié, avec d'autres scientifiques, sept articles revus par les pairs.

Je participe également au travail dans l'archipel de Broughton depuis le printemps 2003. Je crois que vous avez entendu beaucoup de témoignages dans le passé sur le saumon rose et le pou du poisson dans l'archipel de Broughton, et vous êtes peut-être également bien au courant des préoccupations concernant les interactions entre le saumon rouge du fleuve Fraser et le saumon d'élevage, particulièrement ici, aux îles Discovery.

Je crois que mes travaux de recherche portent directement sur certains des sujets qui vous intéressent ce soir. Ils traitent de certaines des principales conséquences pour l'écosystème à la suite de la transmission du pou du poisson — du poisson d'élevage au poisson sauvage. Plus précisément, ces dernières années, j'ai surtout cherché à comprendre comment le pou du poisson influe sur les interactions au début de la vie marine entre le saumon rose et les prédateurs de salmonidés au début de la vie marine, particulièrement les saumoneaux coho.

Contrairement au saumon rose, le saumon coho passe, en moyenne, au moins un an dans l'eau douce avant d'entrer dans le milieu marin. Quand il parvient à l'océan, particulièrement dans des régions comme l'archipel de Broughton, où il existe des cycles

annuels pairs et impairs de saumon rose, le saumon coho se nourrit de cette proie durant les premiers mois de la vie marine. Cette prédation s'avère parfois intense; elle peut représenter jusqu'à environ 70 p. 100 du taux de mortalité du saumon rose au début de sa vie marine. Cela se passe durant la période où il n'y a pas habituellement beaucoup de poux du poisson dans des régions non touchées par des activités salmonicoles intenses. Ce qui m'intéresse, c'est de déterminer les effets de l'ajout du pou du poisson sur cette dynamique naturelle entre prédateurs et proies.

Très brièvement, nous avons démontré que le saumon rose infecté est sélectivement capturé par le saumon rose. Ce n'est pas surprenant puisque le saumon rose infecté est plus facile à capturer qu'un saumon rose qui ne l'est pas. Toutefois, ce qui est surprenant, c'est que cela nuit au saumon coho qui s'en nourrit. Les poux du poisson sont incroyablement agiles; ils se transmettent de la proie au prédateur, en l'occurrence du saumon rose au saumon coho. Cela entraîne une accumulation et une intensification de poux sur le saumon coho quand il se nourrit de saumon rose infecté. D'après nos estimations, l'infection du saumon coho est supérieure de deux à trois fois dans les aires de croissance où il interagit ensuite avec le saumon rose infecté qui lui sert de proie.

La plupart des saumons meurent, d'une façon ou d'une autre, au début de la vie marine. C'est souvent là le véritable goulot d'étranglement. Une question essentielle qui a été soulevée dans le cadre de cette recherche, c'est de savoir quelles sont les conséquences, s'il y a lieu, de cette accumulation de poux du poisson sur le saumon coho pour ce qui est des stocks. D'une part, on peut supposer que la capacité accrue de capturer du saumon rose et de s'en nourrir peut présenter un avantage pour la population de saumon coho parce qu'il y a un plus grand accès à de jeunes ressources marines. D'autre part, on peut émettre l'hypothèse qu'à la suite des impacts du pou du poisson sur la croissance marine en début de vie, il pourrait y avoir des conséquences négatives.

En vue de démêler ces différentes possibilités et de poser la problématique, nous avons compilé les données de Pêches et Océans Canada, qui s'étalent sur environ 35 ans et qui portent sur le nombre de saumons coho adultes qui retournent à l'archipel de Broughton et aux populations à l'Ouest et au Nord. Ils partagent un milieu marin côtier très commun, à l'exception de certaines populations qui interagissent aux environs des piscifactures de saumon et qui se nourrissent de saumon rose infecté.

Ce que nous sommes en mesure de faire, c'est d'isoler ou de contrôler l'influence du climat et des pratiques de pêche, puis de voir s'il existe des différences évidentes entre les groupes de saumon coho avant et pendant ces infestations récurrentes dont vous avez entendu parler vers le milieu des années 2000 dans l'archipel de Broughton.

Les résultats de l'analyse appuient l'hypothèse selon laquelle les poux du poisson du saumon rose infecté dans les piscicultures ont une incidence négative sur les populations de saumon coho. En fait, les populations que nous avons examinées étaient sept fois moins nombreuses, parallèlement à des infestations de pou du poisson dans les salmonicultures adjacentes.

● (1945)

Il importe de noter qu'à l'époque, on n'avait pas encore apporté les changements concertés qui allaient suivre dans l'archipel de Broughton; on analyse donc actuellement un ensemble de données mises à jour.

Avant de conclure, j'aimerais mentionner brièvement deux points importants. D'abord, la recherche montre que le pou du poisson engendré par l'aquaculture n'a peut-être pas une incidence uniquement sur le saumon rose. Il ne faut pas oublier ce fait. Les poux pourraient permettre la propagation de maladies. Ensuite, la recherche souligne aussi que la surveillance et l'évaluation rigoureuse de la santé du saumon sauvage, tant à l'échelle de l'individu que de la population, sont essentielles à la prise de décisions éclairées au sujet de la viabilité et de la durabilité à long terme de l'aquaculture dans les régions adjacentes aux territoires du poisson sauvage.

Merci.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Merci, mesdames et messieurs, de votre discipline et de votre très bonne collaboration.

Nous allons maintenant commencer la période de questions des membres du comité. La formule est la suivante. Il y a une période de temps prédéterminée pour chacun des partis politiques. Vous avez ici le Parti libéral, le Bloc québécois que je représente, des membres du NPD et du Parti conservateur. Selon notre façon de procéder, une période de temps est allouée à chacun des partis.

Nous allons commencer par Mme Joyce Murray du Parti libéral.

**Mme Joyce Murray:** Merci, monsieur le président.

[Traduction]

Merci d'avoir pris le temps de venir nous présenter votre point de vue et nous aider à comprendre les complexités de cette question importante de politique publique. J'ai aimé entendre comment les différents groupes collaborent — et, madame Stewart, que votre organisme travaille avec l'une des piscicultures principales pour trouver des solutions.

J'ai une question au sujet du rapport publié par le Pacific Salmon Forum. Je constate que les 11 premières recommandations, sur un total de 16, sont axées sur la gestion écosystémique. Je suis au courant du long processus compliqué qui vise à définir la gestion écosystémique pour le plan d'occupation du sol de la côte centrale. De quoi s'agit-il exactement? Quelles sont les répercussions sur les décisions prises par l'industrie? Quels sont les critères et les paramètres, et qui prend les décisions? Comment peut-on en faire la mise en oeuvre de façon à ce que l'écosystème prime?

Évidemment, le saumon sauvage doit passer en premier. Les recommandations en question préconisent l'utilisation d'une approche systémique à la gestion des ressources et du bassin hydrologique, d'un système de gouvernance pour veiller à ce que le saumon sauvage et le saumon d'élevage soient gérés selon des principes écosystémiques, ainsi que d'une approche systémique à la prise de mesures concernant les conséquences réelles et potentielles de la salmoniculture. À votre avis, cela se produit-il? Sinon, pourquoi pas? Selon vous, quel est le rôle du MPO, et serait-il possible d'employer des mesures semblables à celles utilisées par rapport à l'industrie de la récolte de la côte centrale de la Colombie-Britannique?

• (1950)

**Mme Catherine Stewart:** Vous adressez-vous à moi ou à tout le monde?

**Mme Joyce Murray:** À quiconque a quelque chose à dire à ce sujet... et oui, commencez, s'il vous plaît.

**Mme Catherine Stewart:** Je vous remercie de la question, qui est certainement très vaste.

Je commencerais par dire que, personnellement, j'ai travaillé à titre de négociatrice en chef au nom du milieu de la conservation à l'entente relative à la forêt pluviale Great Bear, dans le cadre de laquelle on préconisait la mise en place d'un système de gestion écosystémique du territoire, et je pense que nous sommes loin de cet objectif du côté de la mer. Qu'est-ce que le MPO et le gouvernement fédéral peuvent faire?

Mon organisation, Living Oceans, et nombre d'autres s'efforcent depuis longtemps de faire avancer le processus relatif à la ZGICNP, le plan de gestion intégrée, et je pense que dans le cadre de ce processus, auquel de nombreuses parties participent et qui ressemblerait beaucoup au plan de gestion des terres et des ressources, il faudrait parler des façons dont la gestion écosystémique pourrait être mise en oeuvre par rapport aux écosystèmes marins, qui relèvent de la compétence fédérale et, parfois, provinciale.

Fondamentalement, je pense que nous devons commencer à examiner comment définir les écosystèmes marins, comment caractériser les écosystèmes fonctionnels et les délimiter de façon à pouvoir les gérer, ainsi que comment recueillir des données de référence qui montrent à quoi ressemble l'écosystème sain et les répercussions négatives des activités actuelles. Il faut absolument étudier les effets cumulatifs, et je pense que c'est là un autre domaine par rapport auquel le gouvernement pourrait apporter des changements pour ce qui est de l'ACEE, parce que l'ACEE a tendance à examiner les choses isolément plutôt que de se pencher sur la capacité de charge d'un écosystème, sur son état de santé de référence et sur les effets cumulatifs actuels. Lorsqu'on considère l'établissement d'une nouvelle pisciculture de saumons dans une région donnée, on ne devrait pas seulement se demander s'il y en a déjà d'autres, mais aussi s'il y a une usine de pâte ou une décharge de billes, quelles autres activités humaines ont un effet sur la santé de l'écosystème et quelle incidence une pisciculture aura sur ces activités, ainsi que ce que l'écosystème peut supporter tout en pouvant toujours nous fournir des populations abondantes et saines de saumon sauvage et d'autres ressources marines.

**Mme Joyce Murray:** Quelqu'un d'autre veut se prononcer sur la question de savoir si le plan de gestion des terres et des ressources de la côte centrale ainsi que la gestion écosystémique sont le modèle à utiliser?

**M. Tom Sewid:** Ma bande, Mamalilikulla-Qwe'Qwa'Sot'Em, détient la porte ouest de l'archipel de Broughton et l'embouchure de l'inlet Knight.

Je pense que vous devriez faire très attention, parce que maintenant que le plan relatif à la côte centrale est en place depuis quelque temps et que nous, les membres des Premières nations, entendons nos cousins et nos parents dire: « Wow, nous sommes vraiment tombés dans le panneau », nous ne pouvons rien faire en raison de ce plan de gestion auquel nous avons contribué. J'ai participé au projet en 1991. Le chef Pat Alfred — Dieu ait son âme —, mon grand-oncle, qui n'est plus de ce monde, a réuni les jeunes hommes dans une salle à l'arrière et il nous a dit: « Faites attention à ce qui se passe là-dedans. Vos petits-enfants en subiront les conséquences. » Nous commençons à le constater. Sur la côte centrale, nous savons que les Heiltsuk s'opposent tout à fait à la pisciculture. De leur côté, les Kitasoo prospèrent grâce à cette industrie et ses activités dérivées. En effet, le tourisme va très bon train grâce à l'attrait de la région, l'ours spirituel, et leurs réseaux hydrographiques se portent bien.

Lorsque vous vous déplacez et que vous rencontrez tout à coup les Mamalilikulla-Qwe'Qwa'Sot'Em, c'est vrai que la moitié d'entre eux s'opposent peut-être à la pisciculture, mais ce sont ceux qui ne travaillent pas. Ils n'ont pas intégré la société moderne, malgré le fait que le gouvernement travaille à cette fin depuis que la première ancre de fer a été mouillée dans une baie boueuse sans nom, à l'Est du Canada. Je parle des hommes qui travaillent actuellement sur la côte centrale, dans la région des coups de vent, à bord des bateaux des pisciculteurs qui livrent les saumoneaux et qui prennent le poisson d'élevage. Ils n'ont pas le temps de se rendre sur les pelouses des parlements, en Norvège, avec leurs insignes et leurs tambours, et d'en jouer en chantant: « À bas l'industrie ». La majorité d'entre eux sont trop occupés; ils doivent travailler et devenir des citoyens canadiens qui vivent hors réserve et qui paient des impôts; voilà ce dont il faut tenir compte par rapport à ce qui se passe avec les terres sur la côte centrale.

Lorsque le gouvernement vient parler à nombre des Premières nations de la région, comme les Kwakwaka'wakw, dont certains membres participent à l'industrie, ils leur disent: « Nous voulons que vous nous aidiez à endiguer l'expansion de l'industrie. » Je pense que beaucoup de nos membres et de nos chefs de bande diront non, qu'ils travailleront avec l'industrie de la pisciculture à son expansion, parce que quand la pêche commerciale allait bien, la culture Kwakwaka'wakw allait bien. Nos potlachs prospéraient. Les difficultés sociales que nos collectivités et nos familles connaissaient n'étaient pas tellement graves. Puis, tout d'un coup, à partir de 1994, les stocks de saumon ont chuté. Peut-être s'agit-il d'un cycle de 11 ans, peut-être est-ce dû à la pisciculture. Qui sait? Nous allons trouver la réponse. Toutefois, je sais une chose: les problèmes de nos familles ont augmenté considérablement, parce que nous étions complètement fauchés. Or, maintenant que nous travaillons avec l'industrie aquacole, qui nous soutient et grâce à laquelle nos senneurs sont toujours amarrés aux pontons de nos collectivités, de façon à ce que nous puissions couper les cordes et aller pêcher lorsque le saumon reviendra, la collectivité de Campbell River est heureuse. Allez chez Walmart. Vous verrez combien de personnes achètent des téléviseurs à écran plat.

• (1955)

**Mme Joyce Murray:** Avez-vous d'autres observations à faire au sujet d'utiliser la gestion écosystémique comme approche?

**M. Brendan Connors:** Je ne suis pas tellement au fait de ce qui s'est passé sur la côte centrale, mais vous avez parlé des recommandations présentées par le Pacific Salmon Forum au sujet de la gestion écosystémique. Je pense que l'organisme a tapé dans le mille, que si l'on parle précisément de l'interaction entre le poisson d'élevage et le poisson sauvage, il faut effectuer de la surveillance rigoureuse et compréhensive sur le terrain à tous les endroits où l'on pratique l'aquaculture. Cela est essentiel si l'on veut prendre des décisions éclairées au sujet des conséquences possibles — s'il y en a — de l'interaction.

Dans l'archipel de Brighton, on a procédé à des discussions et à de la recherche intensives qui ont finalement mené à un genre d'approche coordonnée, mais il a fallu de nombreuses années pour y arriver. On met la région en lumière, mais dans d'autres parties de la province, l'aquaculture a pris de l'expansion hors du rayon, sans qu'on ait beaucoup de données de référence. C'est ce qui cause l'incertitude que nous connaissons aujourd'hui.

**Mme Joyce Murray:** La clé des négociations en ce qui touche la gestion écosystémique, c'est de créer un secrétariat des sciences, d'établir un délai pour l'entente relative à l'utilisation des terres et de réunir à la table toutes les parties intéressées. M. Sewid a parlé de

l'imperfection des résultats; or, si nous avons un secrétariat des sciences, nous pouvons tirer des leçons des processus comme nous passons au prochain, et les données scientifiques de référence sont essentielles sur ce plan.

Est-ce que quelqu'un a quelque chose à dire à ce sujet?

**Mme Michelle Young:** Je m'inquiète au sujet du temps qu'il faudra pour atteindre cet objectif.

À ce qu'il paraît, il y a actuellement un débat, quoique je ne crois pas qu'on discute du saumon rose ou du saumon kéta. Nous ne savons pas si le saumon rouge est touché. On ne mène pas beaucoup de recherches sur ce plan.

Nous ne pouvons pas continuer à développer l'industrie sans savoir quelles conséquences elle a sur notre saumon. Qu'arrivera-t-il si l'on continue à procéder comme si de rien n'était, pendant qu'on considère la possibilité de mettre en oeuvre un système de gestion écosystémique dans sept à neuf ans? Voilà ce qui m'inquiète.

**Mme Joyce Murray:** Le délai est donc la préoccupation principale, et le besoin de faire quelque chose immédiatement.

• (2000)

**Mme Michelle Young:** L'aide, oui.

**Mme Catherine Stewart:** Au sujet de l'approche coordonnée dans l'archipel de Broughton, je tiens à souligner qu'une seule entreprise applique la pratique de la jachère pendant la migration de sortie et traite le poisson de façon proactive. Nous avons mis en place un plan de surveillance au cours de la dernière année, qui concerne les deux autres entreprises et le MPO, ainsi que la Coastal Alliance for Aquaculture Reform et Marine Harvest.

On procède donc à de la surveillance coordonnée, mais il n'existe certainement pas d'approche de gestion coordonnée régionale. Une seule entreprise prend des mesures volontaires et provisoires.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup, madame Murray.

Juste avant de céder la parole à M. Donnelly, j'aurais peut-être quelques questions à poser, tout d'abord à Mme Michelle Young.

Vous me direz si je suis dans l'erreur ou pas. Je sens dans vos propos un bris de confiance envers l'industrie aquacole en général, une différence de vision. Tout n'est pas noir et tout n'est pas blanc. On peut se dire qu'il y a bien des zones grises, à la limite.

Personnellement, j'ai assez confiance dans les entreprises de petite taille. Je me demandais si ça vous sécurise davantage. Voyez-vous ça comme une approche positive? Lorsque l'industrie aquacole prend de l'ampleur, le risque est beaucoup plus grand. Il y a des entreprises de plus petite taille, comme celle que nous avons visitée ce matin où travaillent 25 personnes, et les conditions peuvent être complètement différentes d'une entreprise à l'autre. Êtes-vous plus encline à voir ça d'un oeil positif lorsqu'il s'agit d'une industrie à échelle beaucoup plus humaine, par rapport à une industrie à grande échelle?

[Traduction]

**Mme Michelle Young:** Ce qui m'inquiète, je crois, c'est la transparence ainsi que l'accès de la population générale et, surtout, des chercheurs aux données. En effet, ils doivent obtenir ces renseignements le plus rapidement possible afin de pouvoir comparer les données scientifiques issues des piscifacultés à celles relatives au poisson sauvage. À qui les entreprises appartiennent ne me préoccupe pas particulièrement si elles fonctionnent de façon responsable, mais si le fait d'avoir une industrie à petite échelle est synonyme de moins de piscicultures, ce serait mieux que d'en avoir plus.

Ai-je répondu à votre question?

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** C'est votre réponse. Je ne peux pas la qualifier. Je vous ai demandé si ça vous sécurisait davantage lorsque l'industrie aquacole était composée très majoritairement de petites entreprises plutôt que de grandes entreprises.

Tel est mon point de vue.

[Traduction]

**Mme Michelle Young:** Je ne sais pas si je peux répondre à la question. Cela dépend de chaque entreprise et de ses activités, ainsi que de la manière dont elle dirige ses affaires.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci.

J'ai une question pour M. Sewid.

Vous allez me dire si je suis dans l'erreur. On parlait de confiance plus tôt. Relativement au ministère des Pêches et des Océans, vous avez parlé notamment de la réduction possible du budget de ce ministère, de son travail proprement dit. On sait ce qui s'en vient dans le domaine de l'aquaculture ici: c'est en effet ce ministère qui va prendre les rênes quant à la gestion de ce dossier.

Êtes-vous mal à l'aise face à ça, très inquiet, ou encore vous dites-vous que, finalement, il sera possible de faire de bonnes choses avec le ministère des Pêches et des Océans?

[Traduction]

**M. Tom Sewid:** Je suis très à l'aise à l'idée que le MPO prenne la barre et s'occupe de l'industrie aquacole. Avant de se retirer, mon père était technicien en biologie au MPO. J'ai donc grandi dans une maison où l'on connaissait très bien les politiques du ministère, ainsi que leurs pour et leurs contre. C'est une bonne chose que le MPO prenne la direction. Il faudra certainement que son budget soit augmenté et qu'Ottawa modifie les politiques.

De 1990 à 1993, lorsque j'étais vice-président de la Commission territoriale des pêches de Kwakiutl, nous avons travaillé avec diligence avec le MPO à l'élaboration de la SRAPA pour la nation Kwakwaka'wakw. À l'époque, elle était formée de 18 bandes reconnues. Nous voulions que nos gardes reçoivent de la formation et qu'ils soient reconnus en tant qu'agents d'application de la loi. Ils ont été formés en tir au pistolet, mais ils n'étaient pas autorisés à porter d'armes. Aujourd'hui encore, au Canada, les gardes autochtones ne peuvent pas être reconnus comme étant des protecteurs du poisson, de la ressource. C'est là un des obstacles principaux qui nous empêchent de progresser, nous les Premières nations, et de prendre soin de la ressource. Il faut se pencher sur la question et apporter des changements sur ce plan. Je suis assidûment la SRAPA — croyez-moi.

On m'a demandé, en tant que capitaine commercial d'un sennear... et j'ai été très touché par la réduction des stocks de saumon. En 1991, j'ai demandé, lors de la dernière commission, si les Stó:lo, les Tsawwassen, les Musqueam et les Yale faisaient la même chose que les autres Premières nations, du moins les Kwakwaka'wakw, s'ils se rendaient dans les territoires traditionnels dont nous dépendons pour enrichir les frayères, les aires d'alevinage. Les personnes situées près de l'embouchure du fleuve Fraser prennent-elles soin des rivières, des frayères de la Horsefly, de la Quesnel, de l'Adams? Un membre d'une des bandes s'est levé et a répondu que non, que cela ne faisait pas partie de leur territoire traditionnel.

Pourtant, vous voulez avoir accès à la vente commerciale de poisson comestible, ce qui va à l'encontre de la loi fédérale. Nous, en tant que Kwakwaka'wakw, nous ne pouvons pas le faire, mais nous avons beaucoup investi dans la pêche commerciale, la pêche au filet maillant, la pêche à la senne et la pêche à la traîne. Nous avons dépensé des millions de dollars pour participer à l'industrie, mais vous voulez simplement sortir avec des petites plates et des filets de 300 pieds et être des pêcheurs commerciaux. Si vous voulez être des pêcheurs commerciaux, investissez dans l'industrie, comme nous. Il faut accepter le fait que la SRAPA a été mise en place.

Où sont tous les bateaux des docks de Campbell River, de Powell River, de Prince Rupert, de Bella Bella, de Klemtu? Je connais tous ces ports par coeur en raison de la compression de l'industrie. Nous l'avons comprimée: acceptons-le. Or, la majorité des pêcheurs sont toujours autochtones.

Nous entendons dire que des gens dans les champs de pétrole — à Fort McMurray et ailleurs — paient jusqu'à 60 \$ pour un saumon rouge vendu de la boîte d'un camion. Il y a six ans, j'ai volé au-dessus du fleuve Fraser, et je me sentais comme l'Indien qui pleurait dans l'annonce des années 1970; j'ai ressenti la même chose que lui lorsque j'ai vu le nombre de filets maillants qu'il y avait dans le fleuve. Pourtant, c'était une journée où la pêche vivrière n'était pas ouverte.

La priorité, c'est l'application de la loi. Le gouvernement doit accorder beaucoup de fonds au MPO afin qu'il puisse travailler comme il se doit. De fait, l'une des meilleures façons dont le MPO peut travailler efficacement, c'est au moyen de l'application de la loi, ce qui comprend le recours à des gardes autochtones.

● (2005)

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Je vais maintenant céder la parole à Fin.

[Traduction]

**M. Fin Donnelly:** Merci, monsieur le président.

Monsieur Connors, vous avez parlé du fait que le pou du poisson passe du saumon rose au saumon coho, je crois, et vous avez employé le terme « intensification ». Je me demande simplement s'il s'agit d'un problème localisé ou d'un problème grave qui touche l'ensemble de la population. Pourriez-vous mettre cela en perspective pour moi, s'il vous plaît?

J'aimerais aussi savoir si vous avez partagé ces résultats avec le MPO et avec l'industrie, et quelle a été la réaction.

**M. Brendan Connors:** D'accord. Je vais commencer par la première question, qui vise à savoir s'il s'agit d'un phénomène localisé ou non.

Je tiens à préciser que le travail a été fait dans l'archipel de Broughton et se rapporte très certainement aux cas dans lesquels une espèce de salmonidé se nourrit d'une autre espèce de salmonidé. Je dirais donc qu'à n'importe quel endroit où le saumon coho ou n'importe quel type de saumon se nourrit d'une autre sorte de saumon — rose ou kéta ou n'importe quelle espèce contaminée par le pou —, il est fort probable que cela se produise. Par exemple, dans le détroit de Georgie, où les lignées de saumon rose n'apparaissent qu'au cours des années impaires, on pourrait s'attendre à ce que le phénomène ne se produise pas les années où le saumon rose ne constitue pas un bassin important de proie pour le saumon coho. Or, je ne dirais certainement pas que le problème est unique à une petite partie de l'archipel de Broughton.

Pour ce qui est de la deuxième question, qui visait à savoir si l'information a été partagée avec le ministère des Pêches et des Océans et la population générale, la réponse est qu'on l'a divulguée tout récemment. En effet, deux documents ont été publiés. Le premier a été créé en collaboration avec deux employés du MPO; il portait sur l'accumulation de poux sur le saumon coho dans l'archipel de Broughton. Celui au sujet des conséquences sur les niveaux de population a aussi été créé en collaboration avec d'autres universitaires et un employé du MPO de la côte Est. Tous ces documents ont été publiés en ligne le mois dernier. Nous n'avons pas fait des pieds et des mains pour attirer l'attention des médias. Nous étions d'avis que la meilleure façon de procéder, c'était en permettant aux parties intéressées de prendre connaissance de la recherche petit à petit afin qu'elle finisse par avoir une incidence sur la prise de décisions.

• (2010)

**M. Fin Donnelly:** D'accord. Avez-vous reçu des réactions?

**M. Brendan Connors:** Oui, les réactions habituelles, celles auxquelles on s'attendrait. D'un côté, à l'extrême gauche, les gens disent que c'est la preuve que le saumon coho est condamné à disparaître à tous les endroits où il y a des piscifactoreries de saumon. De l'autre, on dit que la méthodologie est tout à fait déficiente et que c'est de la science de pacotille. Les réactions que nous avons reçues se situent n'importe où entre ces deux pôles.

**M. Fin Donnelly:** D'accord, merci.

Monsieur Sewid, je crois comprendre — corrigez-moi si j'ai tort — qu'il y a actuellement un moratoire sur l'expansion des piscifactoreries de saumon. Autrement dit, il est impossible d'obtenir de nouveaux permis dans la province, et ce, en raison de problèmes environnementaux réels ou présumés. Je me demande si vous pensez qu'un jour, si la situation change, si, par exemple, on passe à des parcs clos, il sera possible de développer l'industrie.

**M. Tom Sewid:** Développez-la. Je ne crois pas à l'épidémie du pou du poisson. Je crois, comme Hitler l'a découvert, que si vous avez un ministre de la propagande doué qui fait assez de bruit pendant assez longtemps, les gens avaleront n'importe quoi.

J'ai vécu dans l'archipel de Broughton pendant 16 ans, à Meem Quam Leese, et j'ai récolté mes palourdes, mon flétan, ma sole, mon crabe et mes crevettes tout autour de piscifactoreries. Comme vous pouvez en juger par ma taille, ce garçon se porte très bien. Je suis en santé. J'ai invité Alexandra Morton à analyser mon sang pour voir quels genres d'antibiotiques et d'autres toxines il contient, mais elle n'a toujours pas accepté.

Les Premières nations ont besoin d'une expansion, de puissance socio-économique. En 1997, j'ai travaillé à l'usine de transformation du poisson d'Englewood. J'y ai conduit un ami, qui devait passer une entrevue d'emploi. L'homme en charge se trouvait à être le

gérant de l'usine de pêche à la senne de Prince Rupert. « Tommy, vient t'occuper de mes chariots élévateurs à fourche. » C'est ce que j'ai fait. On m'a demandé d'aller à Alert Bay pour recruter des Autochtones. J'ai dit à mes cousins: « Il n'y aura pas d'industrie de la pêche, allez travailler là-bas. » Ils sont venus. Puis, tout d'un coup, Alexandra Morton a lancé une campagne de propagande au sujet d'une épidémie de pou du poisson, et j'ai entendu parler d'enfants qui se faisaient battre à l'école parce que leur père travaillait dans l'industrie de la pisciculture. Cela arrive encore aujourd'hui.

J'ai regardé des gens se faire utiliser à titre d'Indiens de service, marcher le long de l'autoroute jusqu'au Parlement et faire des graffiti sur l'un des symboles autochtones les plus sacrés de la collectivité, Big Rock. Comment osent-ils peindre leur logo de saumon là-dessus; comment qui que ce soit oserait peindre quoi que ce soit là-dessus?

J'ai entendu dire la semaine dernière que les gens de Kingcome sont furieux. Qui payera les 15 000 \$ qu'il a fallu pour loger et nourrir tous les membres de leur bande qui ont participé à la marche de migration? De la propagande. Des Indiens de service.

Je constate le chômage. Je vois mes cousins qui prospèrent parce qu'ils travaillent dans l'industrie de la pisciculture. Je vois qu'ils peuvent aussi être pêcheurs commerciaux parce qu'ils ont gardé leurs bateaux. Trois quarts des bateaux dans le port situé près d'ici, qui sont des senneurs et qui appartiennent à des Autochtones, ont été conservés grâce à l'industrie de la pisciculture. Ainsi, l'expansion — développez-la. Venez parler aux chefs, aux vrais chefs, pas aux petits Indiens de service. Bobby Chamberlain — « Chamberlain » n'est même pas un nom de famille Kwakwaka'wakw. Je pense que c'est allemand. Parlez aux véritables chefs Kwakwaka'wakw, à ceux qui dirigent vraiment ce qui se passe dans leurs territoires traditionnels et qui influent sur les décisions; je crois que vous découvrirez que tous s'entendent pour dire: « Oui, je veux collaborer avec le gouvernement pour développer les piscicultures. Mon peuple doit travailler. »

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à Randy.

[Traduction]

**M. Randy Kamp:** Merci, monsieur le président.

Mesdames et messieurs, merci d'être ici aujourd'hui et de contribuer à ce dossier important.

J'aimerais commencer par m'adresser à M. Kingwell, si vous me le permettez. Tout d'abord, je tiens à remercier la Powell River Salmon Society, qui fait du bon travail et qui contribue grandement à la santé et à la durabilité du saumon.

J'ai une question pour vous, mais vous semblez vous inquiéter de ce que vous avez appelé, je crois, le partage continu de la compétence. Je ne sais pas s'il est possible pour nous de résoudre ce problème, car le plancher océanique relève toujours de la province. Ainsi, le choix du site, tout ce qui est attaché au plancher océanique, comme les cages en filet, seront sous compétence provinciale. Toutefois, pour obtenir un permis, on doit toujours passer par les processus d'autorisation du MPO, qui exigent des évaluations environnementales et, habituellement, un permis lié aux eaux navigables, une autre condition à remplir. Or, je pense qu'il y aura certainement plus de coordination lorsque le gouvernement fédéral dirigera vraiment l'industrie aquacole; ce sera donc intéressant de voir comment les choses se passeront à partir du 19 décembre.

Vous avez parlé tout à l'heure du manque de responsabilité du MPO. Je ne suis pas tout à fait certain de ce que vous entendez par là; je me demande donc si vous pouvez nous donner plus de détails.

● (2015)

**M. Hugh Kingwell:** De mon point de vue et de celui des différents groupes auxquels j'ai participé, lorsque l'aquaculture est soudainement devenue une question délicate sur le plan politique, il semblait très évidemment avantageux pour le ministère des Pêches et des Océans de reconnaître qu'il s'agissait d'une question de compétence provinciale.

Puis, à un certain moment, il est devenu clair que l'aquaculture allait être placée à nouveau sous la compétence du ministère des Pêches et des Océans. Pendant cette période et même pendant la période de transition que nous vivons actuellement, lorsqu'on demandait au ministère des conseils ou des avis au sujet de l'aquaculture, initialement, il les renvoyait à la province.

Je comprends que le ministère travaille très fort et qu'il investit beaucoup de ressources dans ses efforts visant à établir le processus réglementaire et toutes les mesures administratives nécessaires pour administrer l'aquaculture à partir de zéro. Or, le message que nous semblons recevoir demeure tout de même: « Nous vous parlerons lorsque nous aurons terminé »; nous n'obtenons donc pas beaucoup de renseignements sur les enjeux qui sont importants aujourd'hui.

En décembre, lorsque les mesures auront été mises en place, espérons que le processus changera et que le ministère sera un peu plus transparent dans sa façon de diffuser l'information; j'espère aussi que, par exemple, les examens équilibrés des données scientifiques actuelles et passées, qui ont tendance à circuler et à être employées à mauvais escient, bénéficieront d'une meilleure tribune.

**M. Randy Kamp:** Avez-vous participé au processus de consultation entrepris par le MPO pendant qu'il travaillait à l'élaboration de la nouvelle réglementation que nous découvrirons bientôt? Je sais qu'il y a eu de grandes séances publiques; d'autres y ont peut-être participé, mais vous, y avez-vous participé personnellement?

**M. Hugh Kingwell:** Je n'ai pas eu la possibilité de le faire. C'est difficile de voyager de Powell River; je n'ai donc pas pu y participer personnellement. Des personnes que je connais et qui font partie d'autres associations ont pu contribuer, mais nous ne savons toujours pas à quoi le produit final ressemblera relativement aux avis présentés.

**M. Randy Kamp:** Oui, c'est une bonne observation.

Monsieur Connors, la méthodologie que vous avez employée lorsque vous avez analysé le saumon coho m'intéresse, mais je n'ai pas le temps d'entrer dans les détails parce que je voudrais que mon collègue puisse prendre la parole.

En tant que biologiste, quelle est votre meilleure estimation par rapport aux bons taux de retour du saumon rouge cette année?

**M. Brendan Connors:** Je ne suis certainement pas qualifié pour répondre à la question, mais puisque vous me demandez mon avis, je vais vous le donner.

Il existe une série de filtres de survie pour tous les salmonidés. Je suis certain que vous avez probablement jeté un coup d'oeil au document qui a été préparé l'été dernier pour la Commission du saumon du Pacifique, le résumé de la preuve de la tendance généralement à la baisse de la productivité des stocks du Fraser. Je pense qu'on a nommé un certain nombre de filtres de survie possibles, y compris la maladie, qu'elle soit due à des causes

naturelles ou à des activités anthropiques; la compétition en haute mer; la compétition dans les bassins hydrologiques; et, dans une très grande mesure, le milieu marin.

Nous avons été frappés par une véritable tempête en 2009, mais je pense que tout porte à croire que les choses iront bien en 2010.

● (2020)

**M. Randy Kamp:** Très bien. Merci de votre réponse.

Avant de donner la parole à M. Weston, je voudrais noter que je suis surpris que notre vice-président n'ait pas mentionné cet article sur la question. En avril dernier, Mark Hume a publié dans le *Globe and Mail* un article intitulé: « Phoques, otaries dévastent les migrations de saumon de la côte Ouest ». C'est peut-être là un autre facteur qui entre en ligne de compte.

Je cède maintenant la parole à M. Weston.

**M. John Weston:** Preston Manning a rédigé un article intéressant qui a été publié il y a environ six semaines, dans lequel il écrit que les Canadiens sont de plus en plus déconcertés par la politique parce qu'il s'agit d'un milieu polarisé, ce qui fait que dans toute discussion, les deux camps perdent leur crédibilité et on ne peut plus se fier à personne.

Dans le cas présent, la plupart d'entre nous sommes bien moins qualifiés que vous pour nous former une opinion sur les enjeux, car nous ne sommes pas des scientifiques comme vous. Pourtant, nous entendons des choses comme ce que Sonja Saksida, directrice exécutive du B.C. Centre for Aquatic Health Sciences, a dit il y a seulement quelques heures, soit que « les vétérinaires et les spécialistes veillent minutieusement à la santé du saumon d'élevage, et les autorités de la Colombie-Britannique ne constatent pas le même problème de pou du poisson ici ». Brendan, vos propos seraient très différents, et Michelle et Catherine n'auraient certainement pas la même perspective. Enfin, ce que Tom nous dit va dans une toute autre direction.

Si je vous assoyais dans une salle, Brendan ou Catherine, et que je vous présentais les arguments de l'autre camp, que je vous disais qu'en vérité, il n'y en a pas, de problème, ou Tom, si j'avais à vous faire comprendre toute la passion sincère que Catherine ressent manifestement, que répondriez-vous, et que pouvons-nous faire pour trouver un certain terrain d'entente duquel il serait possible d'avancer? À partir de nos audiences, nous allons devoir formuler des recommandations, et j'espère que quelqu'un écouterait afin que nous puissions prendre les mesures nécessaires pour devenir le meilleur producteur de saumon sauvage et de saumon d'élevage au monde. Voilà l'objectif que nous devons tenter d'atteindre. Ainsi, que pouvons-nous faire pour que vous vous écoutiez afin qu'il y ait de la crédibilité des deux côtés et que nous puissions passer à la prochaine étape? Je ne sais pas s'il est possible pour vous de répondre.

Allez-y, Catherine.

**Mme Catherine Stewart:** J'aimerais avancer une réponse, parce que je pense que la CAAR travaille exactement à cela depuis quatre ou cinq ans, dans le cadre de ses rencontres avec Marine Harvest, au cours desquelles les deux organismes tentent de s'entendre. Vous dites que je ne serais pas d'accord avec Sonja, mais c'est faux. Je crois que l'industrie fait de son mieux pour veiller à la santé de ses poissons. Ce n'est pas ce qui me préoccupe. Ce qui m'inquiète, ce sont les répercussions de ses poissons et de ses pratiques sur l'écosystème marin et sur les poissons sauvages, ainsi que le fait qu'à l'échelle mondiale, toutes les piscifactoreries qui utilisent des cages en filet ont une incidence sur les saumons et les truites saumonées sauvages, et ce, peu importe où elles sont situées. Ransom Myers et Jennifer Ford, de l'Université Dalhousie, ont adopté une perspective mondiale, et leurs études montrent que là où il y a des fermes, il y a des répercussions.

La question devient donc: comment pouvons-nous reconnaître les efforts déployés par l'industrie, comment l'industrie peut-elle reconnaître la validité des préoccupations de l'autre camp, et puis que pouvons-nous faire pour trouver des solutions? C'est très difficile de tenter de régler un problème alors qu'on refuse d'admettre son existence. Je pense que cela fait partie de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons: la science nous dit qu'il y a un problème et l'industrie, selon moi, s'obstine à affirmer que c'est faux.

Je pense aussi que le fait que le ministère des Pêches et des Océans a un mandat contradictoire contribue au problème de gestion. D'un côté, les représentants de la direction de la gestion de l'aquaculture se déplacent et s'adressent aux détaillants — aux mêmes détaillants que nous — et leur disent que nous avons l'industrie salmonicole la mieux gérée au monde, qu'elle est strictement réglementée et qu'elle est tout à fait durable. Ils encouragent la croissance de l'industrie et défendent le produit, tout en étant maintenant censés réglementer et gérer l'industrie et son incidence sur le poisson sauvage, ce qui représente d'ailleurs son mandat constitutionnel: protéger le poisson sauvage.

● (2025)

**M. John Weston:** Brendan, pouvez-vous prendre la parole avant que nous terminions?

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Répondez rapidement.

[Traduction]

**M. Brendan Connors:** Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'elle a dit. J'ajoute que je rejoins aussi les observations que vous avez faites concernant les propos tenus par Sonja plus tôt. Personne ne dit qu'ils ne font pas de leur mieux dans les piscifactoreries, mais il faut s'appuyer sur des données probantes et poser des questions, compte tenu des preuves... Je ne dis pas que toutes les preuves sont là. Les décisions éclairées sont prises à partir de ces données. Puis quand il y a des intérêts conflictuels des deux côtés, la situation peut rapidement échapper à tout contrôle. C'est précisément ce qui aboutit à ce dont vous avez fait allusion, pour commencer.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Monsieur Sewid, répondez rapidement aussi, s'il vous plaît. Vous disposez de trente secondes.

[Traduction]

**M. Tom Sewid:** Donnez aux Autochtones le partage des recettes et des capitaux propres dans le cadre du programme d'élargissement des piscifactoreries, puis si vous nous donnez les droits d'accès aux

fermes marines et aux rivières traditionnelles et que l'élargissement de ces fermes risque d'avoir des effets négatifs sur les poissons sauvages, nous réagirons et travaillerons avec les deux côtés à n'importe quelle table de négociations. Donnez suite à nos revendications territoriales. Accélérez le processus.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Rodger, vous avez la parole.

[Traduction]

**M. Rodger Cuzner:** Merci, monsieur le président.

Je m'adresse à Michelle, puisque elle a soulevé ce point deux fois dans ses observations sur la science, mais si quelqu'un d'autre veut intervenir, qu'il ou elle n'hésite pas.

Manifestement, la science relative aux piscifactoreries suscite de la frustration. Est-ce dû à un manque de connaissances scientifiques, de protocoles, de lois et de règlements sur la science? Insinuez-vous que les piscifactoreries ne donnent pas d'information. Peut-être qu'elles les ont et ne les partagent pas. Fait-on les recherches scientifiques nécessaires? Je veux savoir ce qui est à l'origine de la frustration que suscite en vous la science?

**Mme Michelle Young:** Beaucoup d'études scientifiques sur le saumon rose et le saumon kéta ont été faites des deux côtés, si vous considérez que c'est un sujet de discussion. Mais d'autres espèces de saumon, surtout le saumon rouge, n'ont pas fait l'objet d'études approfondies. Nous ignorons ce qui est arrivé à ces saumons ou le rôle de la pisciculture dans l'effondrement des montaisons en 2009. J'aimerais que les données provenant des piscifactoreries, de chaque piscifactorerie, soient disponibles très rapidement afin que les chercheurs, comme M. Connors, puissent les utiliser dans leurs recherches et poser des questions.

**M. Rodger Cuzner:** Jugez-vous que les protocoles en place soient adéquats?

**Mme Catherine Stewart:** N'ayant pas accès à cette information, nous ne pouvons pas faire de jugement à cet effet.

**M. Rodger Cuzner:** Est-ce aussi votre avis, Brendan?

**M. Brendan Connors:** Je ne peux pas me prononcer sur les protocoles, mais je peux parler de la nécessité absolue de la divulgation complète. Sans bien connaître le sujet, je comprends et respecte les renseignements exclusifs et le fait qu'ils doivent être protégés. Du point de vue purement scientifique, pour pouvoir prendre des décisions éclairées, il faut une divulgation complète de toutes les informations disponibles surtout que le manque de connaissances est déjà important. Pour progresser et prendre des décisions éclairées, toutes les données disponibles doivent être complètement divulguées.

**Mme Catherine Stewart:** Puis-je ajouter quelque chose rapidement?

Je donne deux exemples. En 2004, je crois, ou en 2005, un des membres de notre coalition a déposé une demande d'accès à l'information de données relatives au degré d'infestation de poux du poisson dans les piscifactoreries et, pendant cinq ans, le secteur a refusé avec acharnement de communiquer ces renseignements.

Un autre exemple concerne un scientifique, le docteur John Volpe de l'Université de Victoria, qui voulait faire une étude des effets de Slice, le traitement contre le pou du poisson, sur les crevettes évoluant aux alentours des piscifactoreries. Il a demandé aux pisciculteurs de tout simplement l'avertir quand ils feraient le traitement afin que ses chercheurs puissent prélever des échantillons sur place dans le but d'améliorer nos connaissances scientifiques. Ils ont refusé. Ils n'ont pas voulu l'avertir. Il a été obligé, avec son équipe, de prélever des échantillons au hasard pour déterminer le degré d'infestation des poux du poisson, dans des endroits où selon la rumeur les poissons étaient infestés et le traitement allait être administré.

**M. Rodger Cuzner:** D'accord. Je vais essayer de poser deux autres questions.

On a parlé du fretin aujourd'hui qui a tendance à s'arrêter et à flâner lorsqu'il traverse les piscifactoreries. On a suggéré que c'était peut-être durant la nuit et à cause des lumières. Qu'en pensez-vous?

Pour que nous comprenions, j'aimerais entendre vos observations, Tom, car je crois que le Programme des gardes-pêche autochtones a suscité de l'enthousiasme et de l'anticipation. Ça n'a pas été le cas, alors vous pourriez peut-être conclure votre réponse par cela.

Pour terminer l'autre question porte sur les lumières.

• (2030)

**M. Brendan Connors:** J'ai travaillé avec un étudiant de premier cycle de l'Université Simon Fraser pour étudier l'effet de l'éclairage continu durant la nuit et aussi la distribution et l'abondance des jeunes saumons et d'autres créatures dans l'eau. Il n'est pas surprenant, suite aux conclusions d'un nombre infini de travaux scientifiques faits pendant des années, que la lumière attire beaucoup d'organismes marins. C'est un domaine qui est prêt à être étudié davantage. On ne peut pas dire à l'aveuglette que la lumière a un effet ou qu'elle n'en a pas; c'est certainement une question qui mérite d'être approfondie.

**M. Rodger Cuzner:** Merci.

Madame Stewart.

**Mme Catherine Stewart:** Il y a, dans les piscifactoreries, des preuves indéniables de prédation de poissons sauvages, de harengs, de saumons jeunes qui sont attirés dans les cages piscicoles par les granulés, par l'activité ou par les lumières. Ce sujet doit être étudié davantage.

**M. Tom Sewid:** En tant que pêcheur, prenez un senneur des années soixante, placez une génératrice et des ampoules de Noël claires à bord, attendez une heure après le crépuscule, manœuvrez un autre senneur près du premier bateau et vous ne pêcherez que des harengs et des petits saumons. Cela se passait à l'époque des réductions de stocks de hareng dans les années soixante et soixante-dix. La pêche du hareng n'existait pas au début des années soixante-dix, puis d'un seul coup la pêche du hareng prêt à frayer a commencé à la fin des années soixante-dix et elle continue à ce jour.

Éteignez les lumières. Quand je sortirai de cette pièce, je serai condamné et loué par le secteur de la pisciculture, mais éteignez ces lumières.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup.

Merci, Rodger. De toute façon, j'imagine qu'on aura l'occasion d'aller boire ensemble un bon petit verre d'eau ou d'autre chose, et d'en discuter un peu plus.

Monsieur Donnelly, vous avez la parole.

[Traduction]

**M. Fin Donnelly:** Merci, monsieur le président.

Je n'ai qu'une seule question. Madame Stewart, vous avez mentionné le projet pilote du CAAR et j'aimerais vous donner l'occasion de parler un peu plus de ses difficultés et déboires et nous dire où il en est aujourd'hui et sur quels résultats positifs il a débouché.

**Mme Catherine Stewart:** Merci beaucoup.

Nous avons travaillé depuis plusieurs années avec Marine Harvest. Nous nous sommes fixé cinq priorités scientifiques pour faire un travail coopératif visant à régler certains conflits posés par la science. Et ça s'est révélé être un défi, mais nous progressons et espérons que l'analyse qui résultera des ententes sur la surveillance des programmes et le partage des données qu'ont signées toutes les parties renforcera leurs connaissances.

L'autre élément important était le parc clos pilote. Dans son budget pour l'année prochaine, Marine Harvest Canada a demandé au siège social d'Oslo d'approuver une demande de 4 à 6 millions de dollars pour construire un parc clos pilote. Ils ont retenu les services d'une compagnie d'ingénierie et ils sont en train d'acquiescer l'emplacement approprié dans l'île de Vancouver, plus précisément au Nord de l'île. Nous collaborons avec eux pour déterminer la façon de procéder à l'analyse et nous avons aussi entrepris ensemble une analyse coût-avantage du parc clos.

Parmi les nombreux problèmes, il en est un de taille, celui qui concerne le volet économique. Nous étudions, entre autres, la possibilité de faire acquiescer les coûts par d'autres. Si on pense que le coût du parc clos est prohibitif pour l'industrie, il faut chercher des endroits où cela ne coûterait presque rien. Par exemple, l'évacuation des déchets ne leur coûte rien puisqu'ils sont rejetés dans l'océan et ce seront nos enfants, l'écosystème océanique, la santé des espèces sauvages qui paieront les frais. Nous essayons de voir si cela vaudrait la peine de faire acquiescer les coûts par d'autres, histoire de mieux peser le pour et le contre.

L'étude du SCCS, le Secrétariat canadien de consultation scientifique, a conclu que le parc clos sera économiquement viable mais que la marge de profit du secteur sera plus faible. Nous estimons que le projet mérite tout à fait l'attention du gouvernement compte tenu de l'incidence de l'industrie sur d'autres secteurs de l'économie, notamment des personnes, comme M. Sewid, qui a souligné l'importance du saumon sauvage au plan de l'observation du grizzly et de l'orque et du rôle qu'ils jouent pour la santé de notre écosystème. En s'engageant à investir dans le parc clos en Colombie-Britannique et permettre le lancement des projets pilotes — et il y en a beaucoup à l'étude et en cours de préparation —, le gouvernement fédéral encouragera des organismes philanthropiques à suivre son exemple.

J'ai eu beaucoup de succès à lever des fonds de plusieurs millions de dollars auprès d'organisations caritatives intéressées à favoriser le développement du parc clos, mais ce développement a aussi besoin de l'investissement du gouvernement fédéral. Marine Harvest nous a dit très clairement qu'avec un investissement du gouvernement fédéral, et celui des organismes philanthropiques qui suivraient l'exemple du gouvernement, le siège social à Oslo serait certainement plus motivé à investir dans le projet pilote ici. La corporation internationale s'intéresse beaucoup à ce projet. Nous avons rencontré son comité de la durabilité, qui comprend des représentants de leurs opérations en Norvège, au Chili et au Canada, partout où ils sont actifs, et ce comité examine très attentivement les possibilités d'expansion et d'investissement. Nous espérons que le soutien du gouvernement est l'élément manquant qui déclenchera un très fort élan dans cette direction.

Honnêtement, nous sommes ouverts à toute offre d'investissement. Elle pourrait provenir d'une allocation budgétaire au PSEA, à l'infrastructure fédérale existante, afin que les éléments de gestion de l'investissement soient en place. Ce pourrait être une subvention directe au Programme d'innovation en aquaculture à Tides. Nous souhaitons simplement que notre gouvernement s'engage à montrer la voie à suivre et la façon de commencer le règlement de certains problèmes et à permettre à l'industrie de croître et de s'assurer un marché de façon plus durable.

• (2035)

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup, Fin.

Monsieur Cannan, vous avez la parole.

[Traduction]

**M. Ron Cannan:** Monsieur le président, je voudrais continuer là où Catherine s'est arrêtée. Il s'agit d'une question dont nous avons discuté et que d'autres organisations nous ont rapportée. Nous avons une chance. L'économie est un enjeu important, et nous comprenons que quelqu'un doit montrer la voie, si nous pouvons le faire dans le cadre d'un modèle coopératif comme vous le suggérez, ce sera une excellente initiative et un bel objectif.

J'ai travaillé pendant neuf ans dans un gouvernement local et dans des régions. Je connais le processus du plan de gestion des terres. Il faut du temps pour réunir tout le monde, mais on peut trouver, grâce à la consultation et la collaboration, des solutions innovatrices.

Vous avez mentionné un investissement important. Avez-vous une idée, suite à vos discussions avec des partenaires philanthropes, du montant en dollars requis pour concrétiser ce projet?

**Mme Catherine Stewart:** Nous avons demandé de 5 à 10 millions de dollars au gouvernement fédéral. C'est ce que nous avions demandé au gouvernement provincial. Nous avons réussi à lever 5 millions de dollars, qui ne sont pas utilisés depuis un bon moment, auprès des organismes philanthropiques.

Pour l'instant, j'hésiterais à dire que la totalité des 5 millions de dollars sera disponible pour la Colombie-Britannique. Il est évident que la demande du marché pour le saumon élevé en parc clos augmente. Overwaitea Food Group nous a dit très franchement qu'ils vendraient tout ce qu'ils auront sous la main. Tout le monde a actuellement les yeux tournés vers les États-Unis, car le Canada n'est pas prêt à agir, tout semble indiquer que les entrepreneurs américains agiront.

Un investissement de 5 millions de dollars ou plus dans le prochain budget aidera sûrement à faire avancer le projet et nous permettra de devenir un innovateur. Nous avons déjà une expertise

en pisciculture, nous avons le terrain, l'eau, un potentiel d'énergie verte, un marché assuré si nous pouvons offrir le produit que recherche le marché. Mais, si nous ne faisons rien pour commencer à manoeuvrer le bateau, nous allons rester sur le quai pour lui dire au revoir en le regardant partir.

**M. Ron Cannan:** Avant de m'adresser à Tom, j'ai encore une question concernant la participation de votre organisation à la Commission Cohen. Avez-vous eu l'occasion de témoigner?

**Mme Catherine Stewart:** Non. Je laisse aux experts scientifiques le soin de le faire. Je suis plutôt une politicienne.

Mais le CAAR est membre de la Coalition de la conservation à la Commission Cohen et plusieurs de nos groupes membres, y compris les experts scientifiques de ces groupes membres, l'ont suivie très attentivement et témoigneront.

**M. Ron Cannan:** Merci.

Tom.

**M. Tom Sewid:** Si, dans le cadre de l'expansion du secteur de la pisciculture, le MPO recommande le partage des recettes et des capitaux propres aux Premières nations dans nos territoires traditionnels, ces Premières nations peuvent déjà demander dans le cadre de la Diversification de l'économie de l'Ouest jusqu'à concurrence de 2,7 millions de dollars à condition qu'elles détiennent 51 p. 100 ou plus de ces entreprises.

Pour revenir à la question de notre vice-président posée plus tôt et concernant les petites entreprises, il y a trois endroits à gratter au verso du Certificat de statut d'Indien — et c'est ce que je leur dis en tant que conseiller. Je les aide à gratter les trois endroits pour avoir accès aux 75 000 dollars mis à leur disposition par l'entremise d'Entreprise autochtone Canada à titre de subvention qu'ils n'ont pas à rembourser tant qu'ils gèrent leur entreprise de manière responsable. Grâce à l'accès offert aux Premières nations par les 51 p. 100 ou plus, conformément à la déclaration du MPO disant que l'expansion de certaines piscifactoreries sur la côte doit respecter ces lignes directrices, la possibilité d'expansion est fournie aux petites entreprises et les bandes ont la possibilité de participer à l'entrepreneuriat.

Vous pouvez parier que nous, en tant que conseillers et Autochtones, allons poursuivre chacune des compagnies, qu'elle a nommées et qui ne vendent pas du poisson d'élevage dans leurs épiceries, pour qu'elles fassent des dons de société au niveau de la bande et du particulier afin d'implanter et faire prospérer les entreprises de ces derniers. C'est ce que je fais actuellement avec les projets « au fil de l'eau. »

Tous les ingrédients de la recette du succès sont en place pour faire prospérer l'industrie pendant que nous plaçons nos stocks de saumon en tête de la liste des priorités; tout ce qu'il nous faut c'est un changement de politique de la part d'Ottawa.

• (2040)

**Mme Catherine Stewart:** Et des fonds.

**M. Tom Sewid:** Et des fonds, ça aidera.

**M. Ron Cannan:** Voici une dernière question, monsieur Kingwell. Je tiens à vous féliciter ainsi que vos collègues pour votre bénévolat. Nous sommes passés en voiture devant votre écloserie aujourd'hui et avons entendu des commentaires très flatteurs concernant votre gérance. Nous vous félicitons pour votre dévouement.

Vous avez dit avoir produit un nombre assez élevé de saumons chaque année. Quel est le nombre approximatif de poissons élevés annuellement dans l'écloserie?

**M. Hugh Kingwell:** Nous produisons environ 1,4 million de saumons quinnats, environ 375 000 saumons cohos et entre 800 000 et un million de saumons kétas. Certaines années, nous produisons des saumons roses. Nous avons produit des poissons d'eau douce — truite mouchetée, truite fardée — pour la pêche en eau douce.

**M. Ron Cannan:** Depuis combien de temps l'écloserie est ouverte?

**M. Hugh Kingwell:** Depuis 1981.

**M. Ron Cannan:** Merci beaucoup.

[Français]

**Le vice-président (M. Raynald Blais):** Merci beaucoup, monsieur Cannan, madame Stewart, madame Young, monsieur Sewid, monsieur Kingwell et monsieur Connors.

On vous remercie beaucoup d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer.

Évidemment, je vous rappelle — et je le rappelle également aux autres témoins qui se sont présentés à la première audience —, si par hasard, par bonté ou par générosité d'autres commentaires vous viennent à l'esprit dans les heures ou dans les jours qui suivent, de ne pas vous gêner pour nous les transmettre par écrit. On va prendre le temps de les lire et cela va nous permettre de faire un meilleur travail.

Merci beaucoup de votre coopération.

Je remercie également de leur coopération les membres du comité. Bravo.

[Traduction]

Je termine en vous remerciant infiniment.

La séance est levée.

---





**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

### SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>